

Vertraulich/Confidentiel

3003 Bern, 2. September 1991

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige Angelegenheiten

PROTOKOLL der Sitzung vom 27. August 1991,
09.45 - 13.00 und 14.15 - 15.50 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG

1. Information und Aussprache über die Lage in der Sowjetunion, in den baltischen und in den osteuropäischen Staaten
2. Orientierung über die Lage in Jugoslawien
3. Information und Aussprache über den EWR
4. Orientierung über die Massnahmen und Anstrengungen der Schweiz im Bereich der Abrüstungspolitik
5. Orientierung über die Ausbildung von Experten im Bereich der Sicherheitspolitik
6. Genehmigung des Berichtes über das Osteuropaseminar
7. Verschiedenes

TEILNEHMER Präsidium: Bundi

Anwesende Mitglieder: Auer (vormittags), Bär, Bäumlín, Bircher Silvio, Cevey, Dietrich, Euler (vormittags), Frey Walter (vormittags), Grassi, Grendelmeier, Loretan (vormittags), Mühlemann, Petitpierre, Portmann (vormittags), Revaclier, Segmüller, Wyss Paul, Zbinden Paul (vormittags), Ziegler (vormittags)

Entschuldigt: Burckhardt, Rohrbasser, Rychen

Weitere Teilnehmer:

Bundesrat Felber, Vorsteher EDA (P. 1 - 3)
Botschafter Ducrey, Politisches Sekretariat EDA (P. 1, 2)
H. Schaller, Generalsekretär EDA (P.1, 2, 4, 5)
H. Woker, EDA (P. 1, 2)
Botschafter Kellenberger, Integrationsbüro EDA/EVD (P. 3)
H. Salamin, Integrationsbüro EDA/EVD (P. 3)
H. Ritz, EDA (P. 4)
H. Winkler, EDA (P. 5)

Kommissionssekretariat: A. Aebi

Protokoll: I. Stauffer (d), H. Baessler (f)

1. Information und Aussprache über die Lage in der UdSSR , in den baltischen und in den osteuropäischen Staaten

Präsident: Die Periodizität unserer Kommissionssitzungen ist nicht sehr geeignet, um auf ausserordentliche Ereignisse rasch und effizient reagieren zu können. In diesen Sommermonaten ist vieles passiert:

- Ende Juni wurde die vorgesehene Paraphierung des EWR-Vertrages hinausgeschoben.
- In der ersten Julihälfte wurde unser Osteuropa-Seminar abgehalten, das bei allen Teilnehmern in bester Erinnerung bleibt.
- Seit Mitte Juli hat sich die Jugoslawienkrise verschärft.
- Ende Juli wurde der Start-Vertrag in Genf paraphiert und nachher in Moskau unterzeichnet.
- Schliesslich erfolgte in der UdSSR der Putsch und der Zerfall dieses grossen Staates. Im Zusammenhang mit diesen letzten Ereignissen sahen wir uns gezwungen, rasch zu reagieren. Ich habe mich sofort telefonisch mit einzelnen Kommissionsmitgliedern in Verbindung gesetzt. Die Meinung war, dass wir eine Kommissionserklärung abgeben sollten. Ich habe den Inhalt am Telefon mit den Verantwortlichen der Fraktionen besprochen. Dieses Verfahren ist zwar nicht üblich, aber wir müssen Mittel und Wege finden, um in Krisensituationen rasch reagieren zu können.

Zur Traktandenliste: Kollege Hans Zbinden hat seine parlamentarische Initiative über die Aussenpolitik zurückgezogen, da sie durch die Diskussion der Parlamentsreform im Juni obsolet geworden sei. Dieses Traktandum fällt somit weg. - Neu dazu kommt eine Information von Seiten des Bundesrates über die Vorgänge in der Sowjetunion und in den baltischen Staaten.

In Ihren Unterlagen befindet sich eine Einladung zur Delegation eines Parlamentariers zur Beobachtung der Abstimmung vom 21. September 1991 in Armenien. Das Generalsekretariat des Parlaments stellt fest, dass zunehmend solche Einladungen eintreffen, und dass man wegen der langen Absenzzzeiten des Büros nicht dazu komme, diese rasch genug weiterzuleiten. Es schlägt vor, dass der Nationalratspräsident die Kompetenz erhalten solle, solche Einladungen direkt an Parlamentarier weiterzuleiten. Herr Euler wäre in diesem Falle bereit, als Delegierter hinzugehen.

Zu den Sitzungsdaten: Das Datum des 6. Septembers für die Sitzung in Samaden steht fest. Für unsere nächste Sitzung in Bern haben wir die humanitäre Hilfe als Zweitrat zu behandeln und als Erstrat erhalten wir wahrscheinlich das Geschäft Osteuropahilfe. Dazu reicht ein Tag allein nicht aus. Ich lasse eine Liste zirkulieren, wo Sie die Daten, die Ihnen passen, eintragen können.

M. Felber, conseiller fédéral : Devant les événements qui se sont déroulés et qui continuent de se dérouler en Union soviétique, nous n'ignorons pas que depuis deux ou trois ans, la situation économique et sociale s'était très fortement aggravée. Le président de l'URSS, qui était soutenu et admiré à l'extérieur, était fortement contesté à l'intérieur du pays puisqu'il n'arrivait pas à imposer les réformes des structures économiques et qu'il hésitait en s'appuyant constamment sur une ancienne garde qui lui assurait le maintien de ses fonctions à travers le parti communiste de l'URSS. Grâce à la transparence - la "glasnost" - la presse soviétique s'était ouverte, des journaux critiques paraissaient, et par conséquent la population était beaucoup mieux informée

de ce qui se passait dans le monde et sur ce qui échouait dans son propre pays. Elle était informée de la situation catastrophique des transports, de la désorganisation de l'administration et de l'Etat, de la très grande aggravation du crime organisé - les grandes villes, Moscou en particulier, avaient vu naître une mafia qui rackettait les produits de première consommation -.

La population a aussi pris conscience de problèmes très généraux comme la pollution de son environnement, la faiblesse de ses services de santé publique - qui recrutait les spécialistes seulement dans de grandes villes, mais qui étaient mauvais dans l'ensemble du pays - ainsi que l'insuffisance de l'assistance sociale face aux problèmes dûs au chômage.

Les magasins, en dépit de trains de mesures successifs, apparaissent aujourd'hui encore plus vides qu'auparavant, alors que M. Gorbatchev ne cesse de répéter qu'on est entré dans la phase décisive des réformes. L'image qu'il donne de lui-même est contradictoire et elle le rend impopulaire dans son pays : à l'issue du putsch, les manifestants criaient le nom de Eltsine, et non de Gorbatchev. C'est la preuve de l'importance grandissante que prend la figure du président de la fédération de Russie.

Les citoyens soviétiques étaient les spectateurs impuissants de l'effondrement de leur économie et en même temps, de l'effondrement des structures politiques de leur pays, de même que la vieille garde communiste assistait à l'effritement du parti communiste de l'Union soviétique. En réalité le nombre de démissions à l'intérieur du parti communiste de l'URSS était très important, et il n'y avait pratiquement plus de nouveaux adhérents. Son rôle à l'intérieur du KGB et de l'armée perdait beaucoup de son importance. N'oublions pas que 75 % des cadres de l'armée soviétique sont membres du parti communiste. Les membres inscrits et les cadres militaires sont en outre chargés de gérer le retrait des troupes soviétiques des anciens pays satellites, où les problèmes sont aussi extrêmement nombreux. Le problème du retrait de l'armée des pays de l'Europe centrale est extrêmement important, et l'on observe des cas de désertion. Qui plus est, dans cette armée, le recrutement ne fonctionne plus : dans certaines républiques, moins de 10 % des conscrits répondent à la convocation. Il faut ajouter à cela le dossier du désarmement, à la suite des traités signés par l'URSS, et la reconversion de l'armée. Autre phénomène : à l'intérieur du KGB, on observe la même déliquescence. Le KGB est évalué à environ 1,5 million de personnes. Au cours du putsch, nous avons pu constater que la moitié ne l'acceptait pas et ne réagirait pas en tant que police politique destinée à encadrer les putschistes. Les membres du KGB ont une crainte du lendemain et doivent déterminer leur position, en même temps qu'ils savent qu'ils vont perdre tous leurs privilèges. Ils réclament le rétablissement de l'ordre public. Il faut avouer que de nombreux citoyens dans les grandes villes russes, inquiets de la criminalité, aspirent aussi à un rétablissement de l'ordre.

Non moins préoccupante est la question des nationalités, et plus particulièrement de l'attitude de conciliation - pour ne pas dire d'abandon - de M. Gorbatchev à l'égard des républiques qui avaient refusé de signer le traité de l'union et qui voulaient leur indépendance.

On avait souvent prédit, sinon le putsch, du moins la destitution de M. Gorbatchev. Nous avons aussi imaginé que l'armée pourrait être l'instrument d'une remise en ordre, mais nous avons aussi rapidement découvert que cette armée ne pouvait plus être conduite et qu'elle n'obéirait pas. Ce qui est étonnant c'est que le putsch s'est produit dans une période de calme relatif, mais - c'en est peut-être la cause - à la veille de la signature du Traité de l'Union, qui prévoyait une très large autonomie pour les républiques.

Les auteurs du putsch ont tenté de le justifier en recopiant la chute de Khrouchtchev. Cette tentative d'explication a été fort maladroite.

Ce qui était moins surprenant, c'était la constitution du "Comité d'Etat pour l'état d'urgence". Tous se situaient derrière M. Gorbatchev, tous étaient nationalistes et aucun d'entre eux n'était favorable aux réformes entreprises. Il s'agissait de MM. Baklanov, Conseil de la défense de l'URSS, qui représentait la force militaire; Krioutchkov, chef du KGB - la tradition policière et la mainmise de l'Etat et du parti sur l'ensemble des forces de la nation; Pavlov, le Premier ministre de l'URSS, opposé aux réformes; Pougou, suicidé depuis, ministre de l'intérieur, créateur des fameuses troupes de bérets noirs actifs dans les pays baltes; Starodoubtsev, président de l'union des paysans de l'URSS et Kissiakov, président de l'industrie d'Etat, qui représentent la tradition économique planifiée; Lazov, ministre de la défense, qui était déjà responsable de l'intervention à Prague en 1968.

Significative a été l'absence dans ce "comité" du président du Soviet suprême, M. Loukianov. Aujourd'hui, il essaie de convaincre qu'il était opposé au putsch, malgré la compréhension qu'il a exprimée à son égard dès le premier jour, et il est aujourd'hui accusé en URSS d'être l'instigateur idéologique de ce coup d'Etat.

Deux raisons expliquent l'échec du putsch : il a été mal conçu et mal exécuté. Si on avait par exemple arrêté ou intercepté M. Eltsine, il en aurait peut-être été autrement. Le prétendu Comité d'Etat pour l'état d'urgence n'avait pas de personnalité susceptible de devenir un chef ou une figure de proue. Dès le deuxième jour, on a appris qu'il y avait des dissensions entre ses membres. Ceux-ci ont été fortement ébranlés par les prises de position de tous les Etats du monde, qui ont été répercutées dans les médias soviétiques. Le soir du putsch, il est à remarquer que la télévision officielle a autorisé les opposants au putsch à appeler la population à soutenir les mouvements de grèves. La résistance de la rue est aussi à noter, quoique la manifestation autour de M. Eltsine pour condamner le putsch n'ait réuni que 10 000 personnes, alors que Moscou compte 10 millions d'habitants. Ceci indique que la peur subsistait au sein de la population et qu'il y avait sans doute un danger à afficher son opposition ouvertement.

Il y a eu la détermination de Boris Eltsine, avec le privilège de sa légitimité en tant que président élu d'une république de plus de 150 millions d'habitants, qui s'étend de l'Europe au Japon.

Pour le reste, les circonstances exactes du putsch demeurent obscures et méritent des analyses et des recherches complémentaires.

Les répercussions de ce coup d'Etat seront considérables. Vous savez que M. Gorbatchev a démissionné de son poste de secrétaire général du parti communiste de l'URSS. Certaines personnes ont été écartées du pouvoir parce qu'elles avaient été trop faibles : c'est le cas de M. Bessmertnykh, diplomate de carrière, et non politique. Avant sa nomination en remplacement de M. Tchevarnadze, il était ambassadeur de l'URSS à Washington, membre du parti communiste. Il a été écarté pour n'avoir pas réagi suffisamment tôt et pour n'avoir donné comme instruction à ses postes à l'étranger que d'aller rassurer les autorités sur la situation en URSS.

La position de M. Gorbatchev a été affaiblie. Il risque d'être écarté du pouvoir, ou de rester à son poste à cause de son image à l'étranger, mais sans pouvoir.

Le coup d'Etat a surtout montré que l'appréciation de la situation, telle qu'elle était faite par les politiciens et les ministres des affaires étrangères occidentaux, n'était pas suffisante. L'idée qui a porté toutes les initiatives occidentales a été d'aider Gorbatchev à engager davantage ses réformes et à les poursuivre. Probablement qu'on a mal mesuré la faiblesse de Gorbatchev à l'intérieur de son pays. La manière dont on traite actuellement M. Eltsine peut rendre sa situation encore plus difficile. Rappelons que cet

homme très populaire pourrait avoir un prestige et une fonction limités : les premières mesures qu'il a prises sont anticonstitutionnelles; ce qui se passe aujourd'hui montre que M. Eltsine veut devenir l'homme fort du pays et dicter certains éléments aux autres républiques; M. Eltsine sera lui aussi confronté à la nécessaire restructuration de l'URSS et aux pénuries; hier à Prague, on parlait de Eltsine en l'appelant le "tsar Boris". On craint en effet la puissance que cet homme pourrait prendre, alors qu'il est peu connu. Il hérite de sa formation, qui était celle de tous les cadres du parti communiste, dont il a aussi été membre. C'est là la grande difficulté : il y a peu de comparaison entre ce type de formation et celles que connaît le monde politique occidental.

Ce matin, on voyait encore apparaître à la télévision américaine la liste des républiques en passe d'accéder à l'indépendance. M. Eltsine répétait ce qu'il avait déclaré hier soir : la reconnaissance des pays baltes datant de la semaine dernière n'était pas remise en cause; les autres demandes d'indépendance de républiques de l'Union soviétique seront acceptées à condition que tous les problèmes de frontières soient réglés. On voit se poser le problème des nationalités, en particulier de la grande république qu'est l'Ukraine. Cette république est partagée en trois parties : slovaque, russe, et ukrainienne. Il y a donc là la menace d'une revendication de la part de la Fédération de Russie, qui elle-même est composée de 67 nationalités. Les Ukrainiens ont déjà annoncé qu'ils n'accepteraient pas de modification de leurs frontières.

Tous ces événements peuvent avoir des répercussions extrêmement graves, particulièrement sur l'Europe centrale. Hier, la préoccupation principale des autorités de la République fédérative tchèque et slovaque était la suivante : en cas de difficultés en Ukraine, si celles-ci se traduisent par une guerre civile ou des affrontements suivis d'arrêts de travail, la Tchécoslovaquie serait complètement coupée de son approvisionnement en énergie. Elle dépend de l'Ukraine pour plus de 13 millions de tonnes de pétrole et elle n'en obtient que 3 millions du reste du monde. Même problème pour le gaz : le Premier ministre me disait que si cette seule source d'énergie était coupée, l'économie tchécoslovaque s'effondrerait en 3 semaines. La solution envisagée serait de se relier aux réseaux d'oléoducs et de gazoducs occidentaux, mais le point le plus proche, situé en Allemagne, est à une distance de 60 kilomètres.

Le même problème se pose avec la Hongrie, et il faut compter que cette déstabilisation augmente les difficultés dans les pays de l'Europe centrale dont l'URSS est encore le principal client. Les accords qui ont été signés par ces Etats indépendants d'Europe centrale avec des républiques d'Union soviétique n'ont apporté aucun résultat parce que le volume des exportations dans ces pays était déduit du quota global

des exportations autorisé par l'Union soviétique entre l'Union et ces pays. La Tchécoslovaquie a forcé le passage, l'URSS a laissé entrer les produits, et maintenant la Tchécoslovaquie est créditrice de 4 milliards de dollars impayés.

Dans les pays baltes, le Conseil fédéral sera saisi aujourd'hui d'une proposition de reprise des relations diplomatiques. La reconnaissance n'est pas nécessaire, puisqu'il n'y a pas eu de reconnaissance de l'accord de 1941. Les nouvelles à ce sujet sont souvent fausses : lorsqu'on annonçait hier que la Tchécoslovaquie avait reconnu les pays baltes, étant sur place, j'ai pu constater que les autorités avaient en mains un document de discussion pour une éventuelle reconnaissance lors de la prochaine séance du Gouvernement. Il ne s'agit pas d'une course pour être le premier à reconnaître ces pays. La Suisse pense pouvoir le faire. Les Etats scandinaves ont été les premiers, en tant qu'interlocuteurs privilégiés, à reconnaître les Etats baltes. Les USA ne l'ont pas encore fait et analysent encore la situation. Nous n'attendrons pas la décision des Communautés. Nous avons toujours déclaré qu'il fallait attendre qu'un groupe d'Etats le fasse. La reconnaissance au niveau du droit international est un acte important. Si elle est prématurée, elle peut provoquer des troubles, notamment la tentative d'occupation militaire par l'Etat central d'une république qui se veut indépendante, et soulève la difficulté pour un pays comme le nôtre de s'interposer ou de prendre position sans entamer le droit de la neutralité.

Loretan: Ich danke Herrn Bundesrat Felber für die Zusammenfassung und die Hinterleuchtung dessen, was wir aus den Medien mehr oder weniger schon wussten, und auch für die Erklärung, dass morgen die Erneuerung der völkerrechtlichen Anerkennung der baltischen Staaten ausgesprochen wird. Man hätte diesen Schritt schon gegen Ende letzter Woche tun können. Es wäre ein Signal von einem neutralen Kleinstaat im Zentrum Europas an die Adresse von drei kleinen Staaten, die auf unsere Hilfe angewiesen sind, gewesen. Es geht nicht nur um die Anerkennung, sondern auch darum, dass man konkrete Taten folgen lässt. Frage: Hat der Bundesrat schon Hilfsprogramme in Aussicht genommen?

Hier haben wir vielleicht eine Chance verpasst, für einmal nicht im hintersten Wagen des Zugs der internationalen Diplomatie mitzufahren, ohne neutralitätspolitischen und neutralitätsrechtlichen Schaden. Der Unterschied zur Situation in Jugoslawien ist klar: Es geht bei den baltischen Staaten um die Wiederanerkennung einst bestehender Staaten, mit denen wir de facto diplomatische Beziehungen unterhalten haben, während es in Jugoslawien um die Neuschöpfung von Staaten geht. Da ist die Situation heikler.

Der Druck auf den Bundesrat ist da; der grösste Druck kommt von den Ereignissen, die sich überstürzen. Es ist klar: Jetzt muss die Schweiz dabei sein, und zwar schon morgen und nicht erst übermorgen oder nächste Woche. Letzten Freitag wurde ich als Mitglied dieser Kommission kontaktiert von Leuten, die dem Baltikum nahestehen. Wir haben zusammen eine Aktion gestartet. Das Echo auf die Mitteilung in den Medien war erfreulich, und ich hatte den Eindruck, dass man im Volk darauf wartet, dass der Bundesrat handelt, und zwar mutig handelt.

Ich möchte mich entschuldigen für meinen vorzeitigen Weggang; die CVP-Grossratsfraktion beehrt uns mit ihrem Besuch, und ich lege in der Situation, in der ich stehe, Wert darauf, die Begrüssung im Namen der Exekutive meiner Gemeinde

persönlich zu machen. - Frage: Welche Konsequenzen, z.B. in wirtschaftspolitischer Hinsicht, wird diese Anerkennung der drei baltischen Staaten haben?

Präsident: Aus der Diskussion sollte nun hervorgehen, wie sich die Kommission zur Anerkennung der baltischen Staaten stellt und wie ihre Meinung ist in bezug auf das zweite Hilfspaket und eine eventuelle Hilfe an die Sowjetunion.

M. Cevey : Je suis d'accord avec notre président pour tenter de définir une position de la Commission des affaires étrangères en ce qui concerne la reprise des relations avec les pays baltes. Hier, Monsieur le Conseiller fédéral, vous avez tenu à Prague un propos qui m'a paru pertinent lorsque vous avez affirmé qu'il fallait toutefois se garder de faire la course au premier qui reconnaisse les Etats baltes. Je n'aimerais pas cependant que nous pratiquions l'inverse, c'est-à-dire attendre que tout le monde se soit prononcé pour le faire nous-mêmes. Notre commission devrait aujourd'hui annoncer une position claire. Nous avons appris par la bouche du représentant du Conseil fédéral que celui-ci sera saisi d'une proposition demain, et il est clair que cela sera déjà connu aujourd'hui. Je souhaite que notre avis soit unanimement positif. Il n'y a pas de raison d'attendre que la CEE se soit prononcée demain, ni d'attendre les prises de position d'autres pays. En matière d'aide à ces pays, il me semblerait sage d'attendre pour aider l'URSS. Nous ne savons pas en effet si en cas d'aide à l'Union soviétique, nous allons nous trouver en face de 15, 90 ou 100 débiteurs. Si nous devons maintenant songer à renforcer notre aide à l'Est, nous devons en premier lieu aider les anciens pays satellites de l'URSS. Je me félicite à ce titre que M. Felber ait affirmé la volonté du Gouvernement et sa volonté personnelle de présenter la deuxième enveloppe de 800 millions de francs qui sera prochainement soumise aux Chambres.

Pour moi, il vaut mieux aider les pays qui risquent d'être déstabilisés par l'immense déstabilisation que subit actuellement l'Union soviétique. Je ne pense pas que le danger d'une reprise du pouvoir par les "durs" soit à écarter, et la situation est tellement trouble qu'il faut tenter cette opération de "containment" par une aide économique aux pays d'Europe centrale, qui aujourd'hui constituent en quelque notre glaciais économique, social, voire militaire si la situation se détériorait un jour.

Enfin, je me permettrai de rester réservés quant à la critique adressée à Boris Eltsine. Rappelons comment, au Parlement européen, M. Jean-Pierre Cot, de France et chef du groupe socialiste, s'est montré injurieux envers M. Eltsine. Aujourd'hui, soyons prudents et évitons de le qualifier de "tsar" comme certains l'ont fait. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il a été élu au suffrage universel, et que c'est peut-être bien avec lui qu'il faudra discuter demain.

M. Grassi : Lors de la visite des présidents de parlements du 1er août, vous aviez eu l'occasion de parler avec M. Loukianov. Quelle impression cet homme vous a-t-il laissée ? Peut-on croire à sa sincérité lorsqu'il s'affirmait défenseur de Gorbatchev ou était-il en réalité ennemi de la perestroïka ?

Notre ambassade à Moscou s'est trouvée sans ambassadeur en place, le putsch étant intervenu au moment du changement de poste. Les structures en place à l'ambassade étaient-elles suffisantes pour que l'information suive correctement ?

En ce qui concerne l'aide à consentir éventuellement, il serait peut-être utile qu'une visite officielle - du Conseiller fédéral ou du secrétaire d'Etat - ait lieu le plus tôt possible en Union soviétique afin de faire le point des besoins. Ce serait une démonstration de notre souci du développement de la démocratie en Union soviétique, et ce serait en même temps l'occasion d'obtenir des informations de première main. Comme M.

Cevey, j'estime en effet qu'il est encore tôt pour prendre quelque décision, car l'incertitude règne encore quant aux réels dirigeants du pays. On a constaté que l'aide doit aller de pair avec les réformes, et ces dernières sont étroitement liées au passage à l'économie de marché, à l'accession des républiques à l'autonomie ainsi qu'au processus de démocratisation.

Il faudra concevoir les programmes et les moyens pour y parvenir.

Sous cet aspect, il serait peut-être utile de créer un groupe de travail permanent qui observe l'évolution de l'Union soviétique et qui puisse - sur le plan politique ou sur celui de l'aide - nous présenter des décisions immédiates et circonstanciées.

Quant à la reprise des relations diplomatiques avec les pays baltes, je me félicite que vous ayez anticipé d'un jour l'étude de la proposition au Conseil fédéral. Il serait peut-être souhaitable que la Suisse nomme immédiatement un ambassadeur pour confirmer cette intention et lui donner une forme concrète.

M. Ziegler : Une remarque préliminaire : M. Felber, conseiller fédéral, a réagi avec beaucoup de courage et avec une grande finesse diplomatique face à la réaction lamentable du président Mitterrand en France, par exemple. La Suisse a eu une position qui lui fait honneur.

Je réponds aux deux questions posées par le président de séance.

1) Il est clair qu'il faut reprendre les relations diplomatiques avec les pays baltes. J'aimerais que le département nous renseigne sur la stratégie à venir si les 15 républiques de l'URSS choisissent l'indépendance - déjà, onze d'entre elles ont soit annoncé leur volonté de le faire, ou l'ont fait. Dans Newsweek de la semaine dernière, il est fait état de deux stratégies opposées : Bush veut sauvegarder au maximum l'unité fédérative de l'ancienne URSS, et la gauche démocrate prône l'éclatement de cette entité en 15 ou 20 Etats indépendants. Les raisons de cette dernière thèse sont la menace militaire que constitue l'URSS, avec 4 millions de soldats enrôlés, 2700 fusées intercontinentales pointées sur l'Occident. Mon avis est d'accélérer le fractionnement, et si demain l'Ukraine, ou la Biélorussie demande la reconnaissance de la Suisse, je suis partisan de la donner tout de suite.

Je me permets de rappeler que j'avais il y a déjà longtemps proposé que l'on nomme des consulats indépendants dans les principales républiques, et notamment à Erevan. N'oublions pas que nous avons une grande communauté arménienne en Suisse. Il serait utile d'ouvrir des représentations consulaires dans les républiques qui ont déjà opté pour l'indépendance. C'est vrai que parmi les 15 républiques, il en est certaines où nous ne souhaiterions pas le faire - je pense à la Kirghizie, ou au Tadjikistan, ou à l'Ouzbékistan, par exemple, où le baasisme irakien et l'intégrisme iranien font des ravages. Le Conseil fédéral a-t-il déjà fixé une stratégie quant à la reconnaissance des républiques et compte-t-il ouvrir des consulats ?

2) Je suis opposé à toute aide à l'Union soviétique : c'est le premier pays producteur de pétrole avec 10 millions de barils par jour, devant l'Arabie saoudite ; de même, c'est le plus grand pays producteur d'or et de bois précieux. Les banques européennes et suisses sont à juste titre réticentes à consentir des prêts. Les joint-ventures helvético-russes sont très rares. Or, on demande au contribuable de s'engager dans l'aide à l'Union soviétique. Je voudrais avoir toutes assurances qu'il n'y aura pas de crédits mixtes garantis par la Confédération, alors que j'admets que l'on maintienne la garantie contre les risques à l'exportation de même que la garantie fédérale contre les risques à l'investissement.

Euler: In den baltischen Staaten haben wir heute eine ganz andere Situation als vor einem Jahr. Damals war die Zurückhaltung bei der Anerkennung am Platz. Heute ist es sicher richtig, dass die Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen rasch erfolgt.

Zur Hilfe an die ehemalige Sowjetunion: Ich habe Verständnis in bezug auf die Investitionen, die es braucht, damit dieses Land zu einer gewissen Stabilität kommt. Ich möchte aber das Augenmerk speziell auf die humanitäre Frage richten. Es geht auch um die Versorgungslage, teilweise um das nackte Ueberleben. Wie mir ein Verwandter aus der Krim kürzlich schilderte, sind die Zustände dort für uns kaum vorstellbar. Wenn nicht jetzt gehandelt wird, wird wahrscheinlich in vielen Teilen dieses Riesenreiches eine katastrophale Versorgungssituation in Sachen Nahrungsmittel entstehen, die dann ihrerseits wieder politische Auswirkungen haben könnte. Ich plädiere daher für Hilfe, wobei vielleicht in kurzfristige und längerfristige Massnahmen zu differenzieren wäre.

Zu Herrn Cevey: Die Art, wie Boris Jelzin Gorbatschow politisch hingerichtet hat, wäre wirklich nicht nötig gewesen. - Ich erinnere auch daran, dass das, was Gorbatschow gestern vor dem obersten Sowjet gesagt hat, eine programmatische Absicht vor allem in ökonomischer Hinsicht beinhaltet. Diese ökonomische Sicht setzt die Hilfe des Westens voraus. Jelzin dagegen ist in seinem Interview vom Sonntag nonchalant über die wirtschaftlichen Probleme hinweggegangen, als würden sie sich in dieser euphorischen Stimmung von selber ergeben. So unrecht haben offenbar die Tschechen nicht, wenn sie ihn "Zar Boris" nennen.

Mühlemann: Es ist unbestritten, dass der Bundesrat nach dieser Krise und dem Putsch in der Sowjetunion rasch und sicher gehandelt hat. Ich war sehr positiv überrascht durch die klare und dezidierte Art, in der sich Herr Bundesrat Felber ans Schweizer Volk gerichtet hat. Gefährlich wird es dort, wo Leute aus der Verwaltung ebenfalls den Aussenminister markieren möchten. Der Generalstabschef z.B. hat sich manchmal gefährlich weit vorgewagt. Sicher lohnt es sich für den Bundesrat, die Vertreter der Verwaltung, auch wenn es Staatssekretäre sind, von Zeit zu Zeit in die Schranken zu weisen.

Seit dem Irak-Konflikt ist eine Anlehnung der Aussenpolitik unseres Landes an Stärkere festzustellen, die ich bedauere. Bei der Anerkennung der föderalistischen Staaten in Osteuropa ist eine Möglichkeit, wo wir ganz allein, und ohne dass uns etwas geschieht, Stellung nehmen können. Wenn wir Slowenien und Kroatien anerkennen, demonstrieren wir, dass wir für ein föderalistisches Europa eintreten. Ich möchte den Bundesrat ermutigen, sich hier ganz mausbeinallein auf den Weg zu machen. Ich begrüsse die für morgen vorgesehene Anerkennung der baltischen Staaten. Ich würde es auch begrüßen, wenn wir gemeinsam mit Oesterreich in Slowenien und Kroatien prüfen liessen, ob man die Anerkennung dort nicht auch aussprechen könnte. Das wär eine Geste, nachdem wir mit Oesterrich ohnehin in gemeinsamen Verhandlungen stehen. - Es geht nicht nur um eine völkerrechtliche Anerkennung der baltischen Staaten, sondern auch um eine Festigung der Beziehung zu ihnen. Das Botschaftsgebäude der UdSSR in Genf gehört rechtlich immer noch Lettland. Man müsste alles unternehmen, um es den Letten wieder zurückzugeben.

Das Hilfspaket Osteuropa wurde zurückgestuft und auf die lange Bank geschoben. Es ist aber sehr wichtig, und man müsste es trotz der Finanzknappheit wieder vorziehen, denn es geht hier um die Unterstützung der demokratischen Kräfte. Die

demokratischen Kräfte haben noch nicht gesiegt. Wir waren mit einem Teil unserer Kommission dort, und wir haben gesehen, welch ein Ringen zurzeit stattfindet. Auch in Rumänien: Wir haben die rumänische Verfassung durch unsere Rechtsgelehrten begutachten lassen. Die Rumänen hatten den Eindruck, eine Verfassung nach schweizerischem Muster geschaffen zu haben; aber in der endgültigen Fassung ist nun alles wieder zurückgeschnitten in Richtung französische Präsidialdemokratie.

Ich würde nicht so apodiktisch wie Herr Ziegler sagen: Keine Hilfe an die Sowjetunion. Herr Euler hat sehr klar gesagt, dass es dort Regionen mit katastrophaler Versorgungslage gibt, in Moskau und in Leningrad z.B. Der Bürgermeister von Leningrad, Sobtschak, bemüht sich ja schon lange um eine Oeffnung von Petersburg. Er würde Joint ventures mit Schweizer Unternehmen sehr begrüßen. Es bestehen übrigens bis jetzt 47 solche Joint Ventures in der Sowjetunion. Man sollte diese vielleicht unterstützen können. - Ich finde es nicht richtig, dass Staatssekretär Jacobi Albanien dermassen in den Vordergrund stellt - und dabei noch eine Bemerkung gegen den EWR-Vertrag fallen lässt. Ich frage mich auch, ob wir gegenwärtig in Osteuropa die besten Botschafter haben, möchte aber doch feststellen, dass Botschafter Borner in Sophia uns einen sehr guten Eindruck gemacht hat. Vielleicht müsste man in diesen schwierigen Zeiten einen Delegierten für Osteuropa bestimmen, der eine Anlaufstelle bilden könnte. Heute sind wir für die Koordination von Hilfsaktion z.B. auf private Personen angewiesen. - Es besteht hier Handlungsbedarf, und ich hoffe, dass der Bundesrat diesen Handlungsbedarf wahrnimmt.

Bircher: Eine Meinungsbildung über die Osteuropahilfe in so kurzer Zeit dürfte schwierig sein, und wir müssen bei der Abfassung der Pressemitteilung vorsichtig sein. Divergierende Meinungen könnten der Sache nur schaden.

Ursprünglich war unser Konzept, uns mit einem ersten Paket auf Polen und Ungarn zu konzentrieren. Wie wir auf unserer Reise gesehen haben, gibt es dort viele Projekte, die gut anlaufen, aber die noch unterstützt werden müssen, damit sie nicht wieder versanden. Unsere Reise hat uns auch gezeigt, dass Bulgarien jetzt doch stärker zum Zuge kommen müsste. Und jetzt kommt auch noch Staatssekretär Jacobi und setzt als neuen Schwerpunkt Albanien. Es hat mich überrascht, wie er Albanien bereits als gewissermassen musterdemokratisches Land hingestellt hat, das unsere Bedingungen für Hilfe am ehesten erfüllen würde.

Auch eine allfällige Hilfe an die UdSSR ist noch umstritten. Früher war für uns die Haltung der G7 -Länder wegweisend, die sagten: Keine Hilfe, sonst werden die Reformen gebremst. Seit wenigen Tagen besteht aber wieder ein Druck, wenigstens auf den kommenden Winter hin Hilfsmassnahmen einzuleiten.

Mir ist selber noch nicht klar, wo wir die Akzente setzen sollen; wir sollten uns aber davor hüten, immer wieder auf neue Züge aufzuspringen, und ich bedauere, dass jetzt präjudizierend Albanien genannt worden ist. Die Fragen wegen Bulgarien und der UdSSR müssen noch vertieft diskutiert werden.

Frau Grendelmeier: Im Moment sind wir angesichts der Ueberstürzung der Ereignisse alle etwas überfordert. Ich teile die Kritiken am Verhalten des Bundesrates nicht, dass wir nicht schon längst die baltischen Staaten anerkannt haben. Es gab Gründe, diese Anerkennung zurückstellen - vor Monaten noch. Damals ging man davon aus, dass es

wichtiger ist, den "Sowjetbären" nicht zu reizen, damit nicht noch Schlimmeres passiert. Darum versuchte man, die baltischen Staaten zur Geduld anzuhalten, im Interesse dieser Staaten selber und der Stabilität in der Sowjetunion. Inzwischen hat sich alles wieder verändert, und ich finde es gut, dass der Bundesrat diese Staaten jetzt anerkennen will. Etwas merkwürdig finde ich nur, dass bereits in der Presse steht, dass er dies morgen tun werde.

Frage an Herrn Bundesrat Felber: Teilt der Bundesrat die Ansicht, dass sich die Sowjetunion demnächst wirklich so auflösen wird, wie es im Moment den Anschein macht? Wie beurteilt er in einem solchen Fall den sicherheitspolitischen Aspekt - innerhalb der Sowjetunion und für den Westen? Wie verteilt sich das Waffenarsenal in den verschiedenen Republiken? Könnte eine Situation entstehen, dass kleine Republiken über ein riesiges Waffenarsenal verfügen, die jederzeit gegeneinander Krieg führen und sich auch neu verbinden könnten, z.B. mit den islamischen Staaten im Süden? Es ist erstaunlich, dass man von diesem Aspekt so wenig hört.

Zum Hilfspaket: Ich teile die Zweifel von Herrn Bircher. Ich frage mich, ob man das zweite Hilfspaket nicht konzentrieren sollte auf die mitteleuropäischen Staaten - im Moment. Bei einer Hilfe an die "Sowjetunion" weiss man nicht, wohin das Geld geht. In der Sowjetunion könnte das Geld versickern, das einem Land wie Bulgarien z.B. sehr viel bringen könnte. Aber ich bin dafür, dass wir die Hilfe über Ungarn und Polen hinaus ausdehnen auf Bulgarien und Rumänien. Wir sind selber sehr interessiert daran, dass sich dort möglichst rasch eine wirtschaftliche Stabilität einstellen kann. Auch bei der Hilfe für Albanien ist es nicht nur eine Frage der Fairness, sondern auch der Stabilität in West- und Mitteleuropa. Unter den Voraussetzungen, wie wir sie heute haben, wo sich alles dermassen schnell bewegt - wir wissen nicht, was in einer Woche sein wird - sollten wir die Sowjetunion zurückstellen, vielleicht für ein drittes Paket.

Frey Walter: Ich finde es richtig, dass wir hier die Gelegenheit haben, unsere Meinung dem Bundesrat zur Kenntnis zu bringen. Nicht angebracht finde ich dagegen, wenn die auswärtige Kommission zu viele Communiqués und Postulate einbringt. Wenn die Lage schon verwirrt ist, sollte man nicht noch mehr Verwirrung stiften.

Zu den baltischen Staaten: Unser Bundesrat hat die Situation sauber beurteilt und es wäre sicher an der Zeit, dass wir eine Beobachtungsmission einrichten mit mehr oder weniger offiziellem Charakter. Diese Staaten sind sich in bezug auf ihr Verhältnis zur Sowjetunion noch nicht abschliessend im Klaren. Dies könnte bei der Frage, die wir diskutieren, eine Rolle spielen. Die Schritt-für-Schritt -Diplomatie, die sich auf gesicherte Erkenntnisse stützt, ist eine der Schweiz angemessene Strategie.

Zur Hilfe: Ich bin ein absoluter Gegner des Giesskannenprinzips. Wenn wir Geld und Arbeit in internationale Beziehungen investieren, müssen wir das gezielt tun. Es ist Sache unserer Regierung, uns Vorschläge zu machen, und wir haben diese zu prüfen. Wir können auch Anregungen machen. - Aber es ist manchmal schon etwas komplizierter, als Sie in dieser Kommission sich das vorstellen. Ich habe unter anderem ein Büro in Ungarn und kann mir ein Bild machen, was unsere Unterstützung für einen Wert respektive Unwert hat.

Ein Beispiel: Sie kennen das Joint venture zwischen Russland und einer Basler-Zürcher-Firma in bezug auf Operationen von sog. Text reshops, das in ein allgemeines

Kaufhaus übergehen soll. Inmitten der grössten Versorgungskrise letzten Winter hat die Sowjetunion die Importlizenzen für Lebensmittel nicht gegeben! Interne Rivalitäten und Bürokratie bis zur Kriminalität sind an der Tagesordnung. Die Lage ist äusserst undurchschaubar. Daher sollten wir, wenn es schon sein muss, in unserem Communiqué äusserst vorsichtig sein.

Zu Botschafter Jacobi: Wurde er vom Bundesrat beauftragt, am Schweizer Fernsehen einen EG-Beitritt der Schweiz zu befürworten? Oder gilt immer noch der Bundesratsbericht, den das Parlament verabschiedet hat?

M. Petitpierre : Je soutiens totalement le Conseil fédéral dans l'attitude qu'il a adoptée au long de la crise.

1) Je suis d'accord pour que l'on reprenne les relations diplomatiques avec les pays baltes.

2) Quant à l'aide à l'URSS, la stratégie devrait être de se concentrer sur les pays de l'ancien rideau de fer. Ne serait-ce que quantitativement, l'aide à l'URSS dépasserait nos possibilités, avec une réserve pour l'aide humanitaire. De plus, rien ne s'oppose à ce que nous alimentions la réflexion d'ordre institutionnel.

3) A propos des reconnaissances, il est difficile de définir une politique générale. Ce sera une tâche énorme pour le DFAE, vis-à-vis de l'opinion publique, que de définir les critères de la reconnaissance des pays baltes de façon qu'il soit possible de ne pas reconnaître d'autres entités. Pensons à la Russie, l'Ukraine, l'Arménie, certaines républiques yougoslaves : le Conseil fédéral devra pouvoir compter sur l'appui du Parlement, le cas échéant, dans l'établissement des critères, car il faudra adopter une ligne crédible, et non décider "à la tête du client". C'est nécessaire non seulement vis-à-vis de l'extérieur, mais aussi vis-à-vis de l'opinion suisse.

4) Le rôle de l'AELE : on sait que cette association coopère avec des pays de l'ancien rideau de fer. Faudra-t-il songer à un élargissement de l'AELE aux pays baltes ? D'autre part, l'AELE ne risque-t-elle pas de se trouver trop petite face aux développements qui risquent de se produire ?

A propos de ce que vient de dire M. Ziegler sur la stratégie à adopter en matière de reconnaissances, il me semble que le démontage de l'entité soviétique ne serait pas nécessairement à encourager : on ne peut pas exclure qu'il se manifeste de l'impérialisme entre les républiques de l'URSS, surtout compte tenu du courant slavophile. Je reviens donc à mon idée de collaboration institutionnelle de la part de personnes qui ont des connaissances historiques.

Il reste aussi à savoir comment la CSCE sera utilisée dans ce contexte.

Frau Segmüller zum Baltikum: Der Zeitpunkt für die Anerkennung der baltischen Staaten ist sicher gekommen. Zwei Kriterien sind hier zu berücksichtigen: der Grad der möglichen Selbstbestimmung und die Wirkung unserer Anerkennung auf die jungen Demokratien. Im Baltikum scheint mir eine Anerkennung eher zu einer Stabilisierung zu führen. Man kann nicht nur, man soll jetzt anerkennen. Umgekehrt trifft dies für Jugoslawien nicht zu, und auch nicht für die einzelnen Republiken der UdSSR. Die Schweiz muss hier nicht vorpellen; wir sind weder das einzige demokratische noch das einzige föderalistische Land. Wir sollten ein gemeinsames Vorgehen mit anderen europäischen Staaten anstreben. In der Aussenpolitik so wenig wie in anderen Gebieten wird die Schweiz mit Alleingängen glücklich.

Bezüglich der Osthilfe möchte ich betonen, dass wir die Länder, die wir bisher schwerpunktmässig unterstützt haben, nicht einfach aufgeben dürfen. Gerade dort, wo man gut Fuss gefasst hat, ist man bereit, die Hilfe auf neue Volets auszudehnen. Im Gesundheitssektor z.B. sind sehr viele Bedürfnisse vorhanden. Ausdehnen der Hilfe auf andere Länder ist richtig, mit Betonung auf den kleinen Ländern. Im Zusammenhang mit drohenden Migrationsbewegungen sollten wir vermehrt in den Herkunftsländern selber mehr Hilfe anbieten. Diesen Aspekt müssen wir gerade im Zusammenhang mit der Osthilfe in diesen unstabilen Zeiten zentral im Auge behalten.

Bezüglich der Sowjetunion ist grosse Zurückhaltung angebracht. Wir tun gut daran, uns auf Mittel- und Osteuropa zu konzentrieren. Ausgenommen davon bleiben Massnahmen der humanitären Hilfe, wenn sich die Notwendigkeit ergibt. Ich möchte noch kurz an die Idee von Herrn Bundesrat Villiger erinnern, mit Armeelastwagen in die UdSSR zu "marschieren". Es wäre wünschenswert, wenn man künftig eine klare Kompetenzabgrenzung vornimmt zwischen dem Katastrophenhilfskorps und der Armee.

Wesentlich ist, dass man bei allen Adressaten abklärt, wohin das Geld genau fliesst. Ich erinnere an Jugoslawien, wo man die Hilfe aus dem ersten Paket stoppen musste, weil die Unruhen ausbrachen. Ich hoffe, dass man auch beim zweiten Paket die Situation gut im Auge behält.

Zum Vorgehen der Kommission: Communiqués sind gut, eine Inflation von Communiqués dagegen weniger. Ich war nicht ganz einverstanden mit dem Vorgehen des Präsidenten bezüglich der UdSSR. Als ich als Kommissionsmitglied in den Medien erfuhr, was unsere Kommission beschlossen hat, habe ich im Kalender nachgeschaut, ob ich eine Sitzung verpasst hätte. Heute, wo jeder einen Fax hat, sollte jedes Kommissionsmitglied den Text zuhause im Original bekommen und nicht darauf angewiesen sein, wie die Presse das rapportiert. - Wenn es in Zukunft um die Delegation von einzelnen Parlamentariern geht: Ich bin dagegen, dass der Ratspräsident allein entscheiden kann. Die aussenpolitische Kommission hat dazu etwas zu sagen. Auch in einem dringenden Fall sollte mindestens der Präsident der Kommission kontaktiert werden. Sonst entsteht eine Aussenpolitik auf verschiedenen Gleisen; das entspricht nicht unserer Vorstellung einer schlagkräftigen, mit einer Stimme gesprochenen parlamentarischen Aussenpolitik.

Präsident: Mit der letzten Bemerkung von Frau Segmüller bin ich einverstanden. Zur Kommissionserklärung: Ich nehme diese Beanstandung auf mich. Aber es wird der auswärtigen Kommission immer wieder vorgeworfen, dass sie nicht rechtzeitig handle. Zu Beginn der nächsten Legislaturperiode muss hier in dieser Kommission bestimmt werden, wie in solchen Fällen vorgegangen werden muss. Wir haben kein Sekretariat zur Verfügung, um so zu reagieren, wie Sie sich das vorstellen. Unter den gegebenen Umständen war ein anderes Handeln nicht möglich. - Uebrigens haben sich die Mitglieder der aussenpolitischen Kommission des Ständerates dieser Erklärung angeschlossen, und diese Erklärung wurde von Herrn Bremi sofort an das sowjetrussische Parlament abgesandt.

Auer: So schlecht war das Verhalten des Bundesrates nach dem Putsch in der Sowjetunion nicht. Ich möchte mich entschieden gegen einen Kommentar in der Weltwoche wenden, der sagt, der Bundesrat sei wieder einmal total überrumpelt

worden, und die Nachrichtendienste hätten völlig versagt. Die CIA mit einem Budget von 35 Milliarden Franken im Jahr hat dieses Ereignis auch nicht vorausgesagt. Wenn sie zudem an das Verhalten von Herrn Mitterrand denken, der den Putsch erst am zweiten Tag verurteilt hat - da haben sich andere viel pitoyabler benommen. Wir sind doch verunsichert; sogar Frau Grendelmeier sagt ja, wir seien überfordert.

Zur Anerkennung der baltischen Staaten: Einverstanden; aber bezeichnen Sie das nicht als mutige Handlung. Vor einem Jahr wäre es vielleicht mutig gewesen. Hier handelt es sich im Gegensatz zu den Balkanstaaten um eine Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen. Die Annexion der baltischen Staaten durch die Sowjetunion ist völkerrechtlich nie anerkannt worden; der russische Botschafter in Moskau war nie in einem der baltischen Staaten

Während der Sommerferien hat sich Herr Genscher für Kroatien eingesetzt; in Paris war man dagegen, weil die Franzosen Angst haben wegen der Korsen, die Spanier waren nicht einverstanden wegen der Basken, die Briten haben gezögert wegen Nordirland, und sicher hätten auch die Chinesen gezögert wegen Tibet und anderen Separatistenbewegungen. Was machen wir, wenn sich die Ukraine und Weissrussland für selbständig erklären, die ja UNO-Mitglieder sind? - Die Zurückhaltung des Bundesrates in diesen Fragen halte ich für richtig.

Was die Wirtschaftshilfe für die Sowjetunion anbetrifft, neige ich zu grösster Zurückhaltung. Stellen Sie sich z.B. eine Schreinerei vor: Sie arbeitet ohne Bohrmaschinen und produziert Stabellen, obwohl niemand Stabellen kauft. Die russische Wirtschaft ist ein absolutes Chaos. Die Perestroika ist total misslungen. Dass Gorbatschow in seinem Buch gewagt hat, offen darzulegen, welches die Mängel des Systems sind, das war Mut. Aber im zweiten Teil seines Buches kommt er zur Therapie, und da greift er zurück auf Lenin. Das kommt mir vor, wie wenn Sie bei einer Diskussion über Kampfflugzeuge in der Schweiz vorschlagen, allenfalls noch Hellebarten zu kaufen. - Jelzin ist jetzt ein Held, er ist aber auch ein Populist, und was er zur Verbesserung der Wirtschaft tun wird, sehe ich noch nicht. Im Unterschied zu China ist in der Sowjetunion die Generation, die noch mit der Marktwirtschaft vertraut ist, ausgestorben. Die Leute dort verstehen nichts von Buchhaltung, nichts von Marketing. Das ist ein Fass ohne Boden, und Geld schicken wäre ohnehin ganz falsch. Die Sowjetunion mit ihren Bodenschätzen ist ein reiches Land.

Es bleibt noch die humanitäre Hilfe. Sie können heute in Moskau alles kaufen; aber die Preise sind hoch. Ein Arbeiter kann z.B. mit seinem Monatsgehalt 15 kg Kartoffeln kaufen auf dem schwarzen Markt. Das Chaos wird noch jahrelang anhalten, und wir werden wenig beitragen können. Eine Ausnahme bildet die Ausbildung: Wir sollten in der Schweiz Seminare anbieten oder Ausbilder nach Russland schicken. - Wenn wir Lebensmittelhilfe liefern, müssen wir wirklich kontrollieren, wohin diese geht. Nicht dass es geht wie bei einer Lieferung von Medikamenten, die Ciba Geigy nach Bangladesh geschickt hat, und die dann auf dem schwarzen Markt von Hongkong aufgetaucht sind. - Die Joint ventures in der Sowjetunion sind sehr teuer. Das müssen Sie der Privatwirtschaft überlassen.

Ich war einer der Gründer der Aktion "Brot für Brüder"; meine Idee damals war, dass man nur ein oder zwei Länder unterstützt, dafür auch etwas bewirken kann. Diese Idee ist jetzt bei Albanien wieder aufgetaucht; man müsste sie mindestens prüfen.

Frau Bär: Ich fand es richtig, dass unser Präsident ein Communiqué zum Putschversuch herausgegeben hat. Auch die Haltung des Bundesrates letzte Woche fand ich richtig. Eher peinlich fand ich dagegen die Aeusserungen des Generalstabchefs und ganz besonders peinlich das Communiqué der UNA, die im nachhinein noch die P 27 legitimieren wollte, indem sie den Putsch schon lange im voraus analysiert haben wollte.

Die Anerkennung der baltischen Staaten ist sicher richtig; ich hätte es begrüsst, wenn wir es früher gemacht hätten. - Zur Osteuropahilfe: Es wäre falsch, jetzt zu beschliessen, die Hilfe auf die Sowjetunion auszudehnen. Wir haben den Ueberblick noch nicht und wüssten daher nicht, an wen diese Hilfe zu adressieren wäre. Früher oder später werden wir sicher Hilfe leisten müssen, aber zuerst müssen wir wissen, an wen. Im zweiten Paket konzentrieren wir uns am besten auf einige Länder, nämlich auf die früheren Satelliten der UdSSR, wie namentlich auch Bulgarien; diese Länder sind noch keineswegs stabilisiert.

Präsident: Wir stimmen über die Daten der nächsten Sitzung ab. - Mit 12 zu 4 Stimmen beschliesst die Kommission, diese auf den 11./ 12. November festzulegen. Das früher festgesetzte Datum vom 6. November entfällt.

Zur Anerkennung der baltischen Staaten haben sich alle Votanten positiv geäussert, und wir werden dies in unser Communiqué aufnehmen. Die Frage zur Hilfe an die Sowjetunion habe ich deshalb gestellt, weil wir immer wieder darauf angesprochen werden. Es war niemand dagegen, humanitäre Hilfe zu leisten, falls dies erforderlich ist. Auch war niemand gegen institutionelle Hilfe, d.h. Hilfe im Nicht-Investitionsbereich. Diese Art Hilfe scheint übrigens in der Tschechoslowakei sehr gut angekommen zu sein. Gegenüber einer Wirtschaftshilfe dagegen wäre die Kommission im jetzigen Zeitpunkt skeptisch bis ablehnend eingestellt.

M. Felber, conseiller fédéral : Je ne poursuivrai pas sur la question des Etats baltes : la reprise des relations diplomatiques sera annoncée. Personnellement, je reste d'avis qu'il ne fallait pas se précipiter.

(à M. Grassi) M. Loukianov, vieux cadre du parti communiste, n'a vraisemblablement jamais été partisan de Gorbatchev. La preuve est qu'il s'est rallié au coup d'Etat, même s'il s'en défend aujourd'hui. Mon impression a été extrêmement trouble : je l'ai rencontré l'an passé à Moscou, où après un discours traditionnel à ce pays, il soulignait cependant l'importance des réformes entreprises en URSS en faveur de la démocratie, et il soulignait l'importance du Traité de l'Union. Or, après le putsch, il a annoncé avoir toujours été opposé au Traité de l'Union. Le 1er août, il m'a rappelé qu'il fallait aider davantage l'URSS sur le plan institutionnel afin d'aider à changer les mentalités, et il m'a reparlé de ce Traité de l'Union comme d'un pas important dans la bonne direction. D'où la difficulté de cerner la pensée de ce type de personnages, qui, d'ailleurs, tiennent à sauvegarder leurs privilèges. Monsieur Loukianov fait partie de la nomenklatura depuis très longtemps.

Notre ambassade à Moscou avait encore assez de personnel, dont le No 2 de l'ambassade, M. Späth, qui parle parfaitement le russe. Il a été en contact téléphonique constant avec nous. Il a été en mesure de répondre à tous les appels téléphoniques des Suisses qui se trouvaient en Union soviétique, et surtout aux familles de Suisse concernées.

Nous nous demandons si la prochaine conférence CSCE aura lieu les 9 et 10 septembre, et rien n'est clair à présent.

Un groupe de travail n'est pas indispensable, car nous avons une équipe qui ne s'occupe que de cette question depuis deux semaines. Evidemment, nous ne pouvons pas nous permettre, comme les grands Etats, d'avoir une équipe spécialisée qui s'informe en permanence sur un seul pays.

L'Albanie et les déclarations de M. Jacobi : vos prises de position m'ont semblé quelque peu injustes. Monsieur Jacobi s'est prononcé sur l'Albanie avant le putsch, au moment de l'afflux de ces milliers de réfugiés en Italie. A ce moment, il a bien fallu que le DFAE fasse le point de la situation. Or, nous sommes représentés en Albanie par notre ambassadeur à Belgrade. Ce n'est pas efficace, parce qu'à cause des affaires du Kosovo, notre ambassadeur ne peut plus aller en Albanie. On ne le prend pas au sérieux dans ce pays et s'il se rend en Albanie, il court le risque que les Yougoslaves l'accusent d'avoir pris parti pour les Albanais. D'où la prise de position quant au grave danger d'ordre humanitaire que court l'Albanie. Des flots de réfugiés sont renvoyés. Il y a cette difficulté de nous faire représenter, d'où les annonces faites par M. Jacobi lors de sa conférence de presse. Cette décision dépend du Parlement : nous n'avons pas le droit d'ouvrir de nouvelles ambassades. Il n'y avait donc là pas d'anticipation particulière. Notons que le PNB par habitant en Albanie est de 504 dollars, ce qui est plus bas qu'en Ouganda. Il se pose donc un problème humain et social.

La coordination de l'aide au DFAE se fait par le biais d'un service de coordination de l'aide aux pays de l'Est. Nous avons l'intention, pour le deuxième crédit, de nous doter d'une structure spéciale : un certain nombre de nos collaborateurs, placés sous une direction supérieure, seront chargés de s'occuper en permanence de la gestion et de la coordination de cette aide.

Il est difficile de dire s'il faut ou non attendre ce que font les autres Etats. Nous échangeons nos points de vue, mais citer l'Autriche, comme le fait M. Mühlemann à propos de la Slovénie et de la Croatie n'était peut-être pas pertinent : lors du putsch, celle-ci n'a rien condamné et s'est contentée de dire qu'elle maintiendrait ses bonnes relations avec l'Union soviétique. Il est donc difficile de savoir quel pays prendre comme exemple. Nous examinons plutôt quelle est la tendance générale avant de nous prononcer dans des cas difficiles.

(à Mme Grendelmeier) Nous entendons avec une certaine inquiétude les exigences de M. Eltsine en ce qui concerne les frontières. Cela peut entraîner de graves conséquences, jusqu'à une guerre. L'Ukraine compte 50 millions d'habitants, la Russie 150 millions, ce qui pourrait en outre s'accompagner d'un afflux immense de réfugiés. La Tchécoslovaquie n'aura bientôt plus que l'Ukraine pour voisin, si l'URSS disparaît. Le flot de réfugiés pourrait détruire les possibilités restantes à un pays aussi faible que la Tchécoslovaquie. On pourrait aussi craindre une reprise en main : la Hongrie, qui n'a plus d'armée, a craint un reflux de l'Union soviétique sur son propre territoire. Elle n'avait absolument pas les moyens de se défendre. Ces problèmes montrent bien pourquoi nous devons continuer d'aider les pays d'Europe centrale pour leur permettre d'assurer leur stabilité.

(à M. Ziegler) Ce sera difficile de savoir quelle république il faut aider, dans quelle mesure - aide structurelle ou contribution au développement -. L'aide humanitaire reste un volet indépendant du reste, et nous interviendrons à ce titre si le besoin s'en fait sentir. Un élément d'analyse : en cas de dissolution de l'URSS et de constitution de républiques indépendantes, il y aurait amoindrissement de la force militaire seulement dans une certaine mesure. En effet, la Russie compte les 3/4 des effectifs de l'armée, et les armes atomiques sont concentrées en Ukraine et en Ouzbekistan. En l'absence d'un

appareil politique de négociation dans ces républiques, nous ne savons pas si elles ne seraient pas tentées d'utiliser ces armes.

Nous estimons aussi qu'il faut continuer l'aide à la réflexion sur les institutions - par voie d'accueil d'étudiants, d'organisation de séminaires -, mais il n'est pas question actuellement pour la Suisse d'aider l'Union soviétique à travers des accords financiers, des aides à la balance des paiements, ou des crédits mixtes. C'est au-dessus de nos capacités, et dans les circonstances actuelles, aucun programme ne peut être établi avec des chances de succès.

(à M. Frey) A propos de la prise de position de M. Jacobi sur la CEE : le DFAE ne donne aucun mandat à l'un de ses membres de se prononcer à la télévision.

Les critères de droit international pour la reconnaissance d'un pays sont surtout son indépendance et son aptitude à gouverner. Aujourd'hui, face à ce qui se déroule en Europe centrale, ces critères ne sont plus seuls applicables. Nous devons y réfléchir. Le rôle de l'AELE : pour la Yougoslavie, nous n'avons pas pu intervenir avec une aide de l'AELE parce que l'Autriche n'a jamais ratifié le fonds en la faveur de ce pays.

M. Cevey : Je remercie M. Felber de ses explications sur l'Albanie. Cela m'incite à faire une suggestion : si une ambassade nouvelle ne peut pas être ouverte dans un pays sans l'assentiment du Parlement, cela risque de durer longtemps. Or ce pays est proche du nôtre et je me demande s'il ne serait pas utile de passer par la voie choisie à Taïpeh, par exemple, où nous n'avons pas de représentation officielle, mais où une mission suisse à caractère économique existe. Des problèmes touchant l'aide humanitaire risquent en effet de se poser en Albanie.

Lorsque j'ai parlé de ce qualificatif de "tsar" appliqué à Eltsine, je n'attaquais surtout pas M. le conseiller fédéral, mais je voulais marquer mon inquiétude devant la répétition actuelle de remarques à ce propos. Cela rappelle l'effet néfaste de l'appréciation portée par un homme politique français sur Mussolini, qu'il qualifiait de "tsar de carnaval". Souvenons-nous de l'influence que cela a pu avoir sur ce dictateur au moment de la préparation de la deuxième guerre mondiale.

Schaller: Die Frage, ob eine diplomatische Vertretung in Albanien nötig werden soll, wird zurzeit von unserer Völkerrechtsdirektion geprüft. Es gibt ein Bundesgesetz von 1970, das dem Bundesrat erlaubt, in allen Staaten diplomatische Vertretungen zu errichten, die vor 1970 ihre Unabhängigkeit erreicht haben. Albanien würde unter diesen generellen Begriff fallen, so dass voraussichtlich eine Botschaft an die eidg. Räte zu diesem Geschäft nicht notwendig sein wird.

M. Felber, conseiller fédéral : Il est certain que nous ne pouvons pas ouvrir un consulat totalement indépendant d'une ambassade dans un pays avec lequel nous n'avons pas de relations diplomatiques. Cependant, nous étudions actuellement la possibilité, dans certains pays, de fermer des consulats - par exemple, de Besançon, s'il en existe déjà un à Lyon - et d'en ouvrir d'autres dans des pays tels que l'Union soviétique. Ce pourrait se faire en Ukraine, à titre d'exemple. Au stade actuel, nous analysons ces possibilités afin de faire sur place le point de la situation. Il faut dire que si nous pouvons facilement téléphoner de Suisse en URSS, les liaisons sont en revanche mauvaises dans le pays.

2. Information sur la situation en Yougoslavie

M. Felber, conseiller fédéral : Il y a actuellement un armistice, mais la violence persiste et la situation est de plus en plus préoccupante, car elle pourrait dégénérer en un vaste

conflit dont les conséquences pourraient ébranler l'Europe entière. Les positions serbes et croates sont totalement incompatibles, et ces positions ont déjà été celles d'affrontements lors de la deuxième guerre mondiale : les "tchetniks" du général Mihailovic s'étaient révoltés contre l'occupation allemande et ont été décimés par les partisans croates du maréchal Tito, et cela a provoqué la destitution de M. Mihailovic. Ces deux peuples vivent dans un état d'affrontement permanent et violent.

Aujourd'hui, les dirigeants serbes veulent saisir une occasion dramatique pour créer la grande Serbie. Il est aussi utile de se rappeler que le Kosovo est en fait le pays d'origine des Serbes, a été peu à peu occupé par des peuplades d'origine albanaise, et les Serbes ont reflué. Il est délicat de porter un jugement général sur une telle situation.

La politique serbe en faveur d'une grande Serbie va provoquer un conflit avec d'autres républiques - dont la Bosnie-Herzégovine, où, à côté des Serbes et des Croates, vivent en outre des musulmans. Ces derniers sont reconnus comme un groupe ethnique en Yougoslavie. On ne peut pas prévoir comment ils se comporteraient. Ils semblent ne vouloir se rattacher à aucun territoire, et l'on voit donc un risque d'islamisation du conflit. Des solutions paraissent encore possibles avec les structures en place, mais une solution paraît improbable dans le cas du Kosovo. L'idée de Grande Serbie est historiquement explicable dans le contexte européen actuel, mais elle est à l'origine de la situation d'aujourd'hui, la conséquence de l'affaire du Kosovo l'année dernière. On ne peut pas imaginer que dans ces circonstances, l'Albanie voisine participe à une solution en faveur de la paix.

Ce qu'a fait la Suisse : il est vrai que l'ensemble de l'Europe, et pas seulement la Suisse, s'est laissée surprendre par cette violence subite. Dans le contexte de l'aide suisse aux pays de l'Est, nous avons, avant le conflit, aidé la Yougoslavie en l'invitant à participer à une série de séances de formation et de réflexion en Suisse avec les autres pays d'Europe centrale. Depuis l'éclatement de la crise, la Suisse a manifesté sa disponibilité envers toutes les parties au conflit : 1) en se déclarant prête à envoyer des observateurs du cessez-le-feu : 10 observateurs avaient été retenus, mais la Yougoslavie a choisi 4 autres pays; 2) en offrant sa médiation au gouvernement de la Yougoslavie; 3) en offrant à la république de Slovénie, puis à la Croatie, de se rencontrer ensuite avec la Serbie pour tenir une conférence sur la Yougoslavie. La Slovénie a paru intéressée par cette offre, mais l'Etat central l'a rejetée. Nous sommes restés en contact avec les différentes parties au conflit. J'ai reçu personnellement le membre slovène de la présidence yougoslave. Nous avons eu un échange de lettres de la part du secrétaire d'Etat, du DFAE et de ma part avec les autorités des républiques et les autorités fédérales yougoslaves. Nous sommes aussi restés en contact épistolaire avec la CEE en proposant de nous joindre à ses efforts pour régler le conflit.

Par décision du 7 août, à travers la Coopération au développement et à l'aide humanitaire, nous avons cofinancé l'envoi par Caritas international de biens de première nécessité pour un montant de 50 000 francs à des réfugiés.

Le 4 juillet s'est tenue à Prague une première réunion d'urgence de la CSCE sur la Yougoslavie. Le comité des hauts fonctionnaires a décidé d'envoyer des observateurs du cessez-le-feu. La Yougoslavie a apprécié les efforts fournis par la troïka de la CE ainsi que l'intérêt manifesté par les autres Etats de la CSCE. Or, à l'ouverture de la conférence sur les minorités à Genève, le représentant du gouvernement yougoslave a soutenu dans son discours que les minorités étaient bien traitées dans son pays. Et nous sommes dans le cadre de la CSCE, ce qui signifie qu'avec la règle du consensus, il suffit du veto de la Yougoslavie pour qu'une règle n'entre pas en vigueur. La Suisse, la Suède, la Finlande, la Norvège, le Canada, la Tchécoslovaquie et la Pologne ont

immédiatement déclaré leur disponibilité pour participer à cette mission. Ce vœu n'a pas été exaucé. La difficulté, notamment pour implanter des forces d'interposition, réside dans la dissémination des minorités dans les différents Etats yougoslaves. Il a été avancé l'idée d'un boycott économique contre la Serbie : c'est irréalisable, dans la mesure où l'on ne sait pas qui souffrirait de cette mesure, cette république étant probablement une plaque tournante pour la redistribution des biens dans l'ensemble du pays.

La police fédérale constate depuis mai dernier que des Yougoslaves de passage achètent en Suisse des armes à feu. Il s'agit d'armes de défense personnelle qui alimentent probablement la guérilla. Le DFJP s'emploie, eu égard aux compétences cantonales, ce que le Conseil fédéral devrait faire pour mettre fin à ce tourisme particulier. Mais nous nous heurtons ici aux compétences cantonales.

Un autre document est en préparation au DFJP et au DFEP : il s'agit de savoir si la Yougoslavie peut être retenue parmi les pays fournisseurs de main-d'oeuvre, quelle réglementation appliquer aux Yougoslaves présents sur le territoire suisse (140 000 personnes) et s'il faut réintroduire des visas vis-à-vis de ce pays. Les services du DFAE essaient de tracer les paramètres internationaux qui devraient permettre à la Suisse d'accueillir une conférence sur la question yougoslave et d'envoyer un contingent de casques bleus européen avec des unités sanitaires. Dans ces deux derniers cas, les objections provenaient de la Yougoslavie, et au début du mois d'août encore, de l'URSS.

En matière de reconnaissance des républiques, la situation est différente selon les pays : pour l'Autriche, la Slovénie est limitrophe. La Suisse étudie ce problème, mais elle ne peut se déclarer à l'heure actuelle. Une reconnaissance pourrait amener une recrudescence du conflit. Il est à souligner que M. Robznec a déclaré qu'il ne venait pas pour obtenir une reconnaissance. Ajoutons que la serbisation de l'armée yougoslave se poursuit, alors qu'au mois d'août, le président slovène me disait que les Serbes ne tiraient pas sur les objectifs. Nous avons rappelé notre disponibilité aux Communautés. On étudie actuellement l'extension du mandat de la CEE et de la CSCE pour envoyer un plus grand nombre d'observateurs dans ces pays, mais la situation est bloquée pour l'instant.

Präsident: Das politische Sekretariat hat uns ein sehr gutes Unterlagenpapier über die Krise in Jugoslawien bereitgestellt (Anhang 1). Auch ein Entwurf für ein Postulat wurde Ihnen ausgeteilt (Anhang 2). Dieses Postulat könnte den Bundesrat unterstützen, teilweise in Aktionen, die er schon versucht hat, aber teilweise auch in neuen Richtungen. Ich wäre froh, wenn wir es ohne zu viele Abstriche verabschieden könnten. Das Postulat ist sehr ausgewogen. Jeder Ausdruck ist überlegt: Wenn z.B. die Frage der Anerkennung angeschnitten ist, so wird sie präzisiert, nämlich "unter Bedingungen."

Frau Segmüller: Ich kan mich mit der Idee eines Postulates einverstanden erklären, finde aber, dass dieser Text im Lichte der Ausführungen von Bundesrat Felber doch überarbeitet werden muss. Es sind Punkte drin, die jetzt bereits beantwortet sind oder sich als undurchführbar oder überflüssig erweisen. - Unter der Bedingung, dass gewisse Dinge korrigiert werden, bin ich mit dem Postulat einverstanden.

Frage: Ich war gestern als Mitglied der Wirtschaftskommission in St.Gallen an der Hochschule, wo uns Herr Hauser über den EWR informiert hat. Am Abend hat uns der Landammann des Kantons St. Gallen, Regierungsrat Karl Metzler, empfangen. Er hat

in einer sehr guten Ansprache seine Sorgen dargelegt: Im Kanton St. Gallen allein befinden sich zurzeit 3400 jugoslawische Saisoniers! Man stellt sich nun die dringende Frage, was mit diesen Leuten im Herbst passieren soll. Sie kommen aus praktisch allen Gebieten Jugoslawiens. Was gedenkt der Bundesrat vorsorglich zu unternehmen, wenn eine Flut von Asylgesuchen von diesen Leuten kommt, die sich begreiflicherweise weigern werden, nach Hause zurückzukehren? In anderen Kantonen wird es genau gleich sein. Wir müssen hier ganz konkret eine Lösung anbieten. Wäre nicht dies ein Fall, wo wir den schon lange geforderten Status der Gewaltflüchtlinge praktisch einführen müssten? Ich bitte, dass man allenfalls diesen Punkt ins Postulat aufnimmt, und dass der Bundesrat hierzu noch Stellung nimmt.

Frau Grendelmeier: Ich habe im Prinzip nichts gegen ein Postulat, nur darf dieses nicht so ausgewogen sein, dass es sich praktisch selber pulverisiert. Abgesehen davon sind durch die Antworten von Bundesrat Felber verschiedene Punkte hier überflüssig geworden (Präsident: Entschuldigung, überflüssig kann nur 1.c sein). Wir sollten Punkte aufgreifen, die konkret die Schweiz betreffen, wie die bereits erwähnten Saisoniers und den schweizerischen Waffenhandel. Vor Jahren habe ich eine Motion eingereicht, die auf die lange Bank geschoben wurde, dass man endlich das Waffengesetz eidgenössisch regelt, damit nicht jeder Kanton machen kann, was er will. Jetzt ist das Tessin zum Selbstbedienungsladen für Waffenhändler geworden und wir können zusehen, wie in einem Kriegsland mit Schweizer Waffen gegeneinander geschossen wird. - Wir müssten noch ein paar konkretere Punkte in das Postulat aufnehmen.

Frau Bäumlin: Auch ich würde es begrüßen, wenn das Postulat konkretere Punkte beinhalten würde, und ich möchte mich für ein politisches Postulat aussprechen. Unter diesem Gesichtspunkt wären für mich die Punkte 2 und 3 wichtig. Die anderen Punkte scheinen mir zu langfristig und im Lichte der Problematik von Gross-Serbien irgendwie hilflos und blauäugig. Es geht hier weniger um Minderheits- und Föderalismusfragen als um Machtfragen. - Punkt 2 wäre ein politischer Punkt; mit den genannten Bedingungen enthält er eine Art Drohung - ich glaube, die gleiche Drohung auch von Aussenminister Genscher gehört zu haben. In dieser Situation finde ich diese Aussage angemessener als ein ausgewogenes Postulat.

Zu Punkt 1. c): Eine Jugoslawienkonferenz in der Schweiz einzuberufen finde ich, auf längere Sicht, erwägenswert. - Wenn die Punkte 2 und 3, die die Innenpolitik betreffen, betont werden könnten, und allenfalls die Punkte 1 und 4 zurückgestellt würden, würde ich mich für das Postulat aussprechen.

Zur Problematik der Gewaltflüchtlinge: Wenn dieser Status für Jugoslawen anerkannt würde, gäbe es auch andere Gruppen, für die dies ebenfalls berechtigt wäre, namentlich die Kurden aus der Türkei.

Portmann: Ein Bundesstaat Jugoslawien scheint nicht mehr möglich zu sein. Auch in Ungarn hat man uns erklärt, dass der jugoslawische Staat auf Unwahrheiten gebaut sei, genauso wie der tschechoslowakische Staat. Der Staatswille der einzelnen Republiken zu einem Bundesstaat ist nicht mehr erkennbar. Deswegen wäre es redlicher, sich damit abzufinden, dass dieses Staatsgebilde Jugoslawien nicht wieder erstellbar ist, und es wäre auch redlicher, per Postulat anzuregen, zu überprüfen, inwieweit Slowenien als selbständige Republik anerkannt werden könnte. Das wäre ein einfacheres und konkreteres Thema.

Frey Walter: Nach den Ausführungen von Herrn Bundesrat Felber haben wir sicher alle den Eindruck bekommen, dass unsere Diplomaten das Möglichste tun, und wir sollten sie daher nicht mit zusätzlichen Aufgaben belasten. Ich erachte dieses Postulat nicht als notwendig. So sparen wir der Eidgenossenschaft Kosten. Wir müssen unsere Anwesenheit nicht legitimieren, indem wir jedesmal ein Postulat oder eine Motion eingeben, wenn etwas passiert. Ich bin überzeugt, dass man sich im EDA mit dem Gedanken befasst, was zu tun ist, wenn sich Kroatien und Serbien als eigene Länder ausgeben sollten. Das wird automatisch gemacht; in der Manager-Sprache nennen wir das eine Standing Operation for seacher, d.h. eine Operation, die permanent ausgeführt wird.

Präsident: Es sind verschiedene Mitglieder nicht anwesend, und so hören wir ihre Meinung nicht. Ich finde es schade: Schon einmal lag in unserer Kommission ein Text vor, nämlich zum EWR, der genau so hätte verabschiedet werden können. Er ist derart verwässert worden, dass die Presse gar keine Notiz davon genommen hat. Ich möchte nicht, dass das gleiche mit diesem Text geschieht, und darum stelle ich das Postulat nicht weiter zur Diskussion. Es war ein Versuch, die Kräfte, die in unserem Lande vorhanden sind - auch das intellektuelle Potential der Wissenschaft und Forschung - zusammen mit den anderen Neutralen zu mobilisieren, um Modelle für Minderheiten- und Föderalismusfragen zu schaffen, und zwar rechtzeitig, bevor der ganz grosse Krieg stattfindet.

M. Felber, conseiller fédéral : A la question posée à Mme Segmüller par le Landammann de St-Gall : J'ai dit que deux départements avaient été chargés d'examiner la situation des Yougoslaves. Nous attendons des prises de position, mais il y a des chances qu'un millier de personnes doivent repartir dans quelques mois avec la crainte quant au retour. N'oublions pas qu'en même temps il y a un recrutement dans certaines républiques, qui tente de faire rentrer certains ressortissants.

Woker: Zum Problem Waffenhandel möchte ich präzisieren: Wir sprechen hier von Kleinwaffen. Es ist selbstverständlich, dass seit Monaten Bewilligungen für offizielle Waffenexporte nicht mehr gegeben werden. Es handelt sich zum grossen Teil nicht um schweizerische Waffen, sondern um in der Schweiz verkaufte Waffen, ganz speziell um sog. Halbautomaten. Hier liegt - nicht nur mit Blick auf Jugoslawien - eine Situation vor, die man auch mit Zurückhaltung nur als skandalös bezeichnen kann. Unter kantonalem Recht ist es so, dass z.B. eine Frau einen Pfefferspray nur kaufen kann, wenn sie zwei offizielle Bescheinigungen hat, dass aber jeder Tourist, ohne einen Wohnsitz nachweisen zu müssen, eine Kalaschnikov kaufen kann, die er ohne weiteres in einen Automaten umbauen kann. - Die Problematik ist durchaus erkannt, und das EJPD ist daran, die Möglichkeiten des Bundesrates in dieser kantonalen Materie auszuloten, mit Bezug auf die speziell gravierende Situation in Jugoslawien.

Frau Bär: Ich bin erstaunt über den Rückzug des Postulates. Ich habe nur ein Votum gegen das Postulat gehört, alle anderen haben Modifikationen und neue Ideen gebracht. Ich wäre dafür, darüber abzustimmen, ob wir ein Postulat grundsätzlich befürworten oder nicht.

Präsident: Abänderungen müssten schriftlich eingegeben werden. Von mir aus gesehen hätte man den Punkt 1.c) weglassen können. - Das ganze aber politisch anders zu

gewichten, dazu sehe ich keine Möglichkeiten in einem Kommissionspostulat. - Ich frage Sie jetzt trotzdem: Wollen Sie den vorliegenden Text, ohne Punkt 1.c), als Kommissionspostulat verabschieden?

Dietrich: Ich bin der Meinung, dass wir im Pressecommuniqué über die baltischen Staaten auch etwas über Jugoslawien sagen. Im übrigen kann der Bundesrat darauf nicht anderes antworten, als dass er bereit ist, alle diese Punkte zu verfolgen, und das tut er ja bereits.

Präsident: Das Parlament ist da, um Anregungen zu machen.

Frau Segmüller: Anregungen ja, aber nur wenn wie neu sind. Und hier ist ja nichts drin, was der Bundesrat und die Verwaltung nicht ohnehin schon tun. Ich unterstütze die Idee von Herrn Dietrich.

Die Kommission beschliesst, den Inhalt des Postulates in das Communiqué zu integrieren.

Unterbruch der Sitzung von 13.00 - 14.15 Uhr

3. Information et discussion sur l'Espace économique européen

M. Felber, conseiller fédéral : Pourquoi le traité EEE n'a-t-il pas été signé fin juillet ? Les pays de l'AELE et ceux de la Communauté n'ont en effet pas réussi à terminer cette négociation à cette date. Les négociations ont été interrompues en fin juillet, et une réunion du High level negotiating group est prévue dans la semaine du 23 septembre prochain. La raison du report est essentiellement le dossier de la pêche qui concerne surtout l'Islande et la Norvège pour l'AELE, et pour la CE, l'Espagne, l'Irlande et le Royaume-uni. Aucun arrangement n'a pu être trouvé, la Communauté - poussée par l'Espagne - continuant de poser des exigences en ce qui concerne l'accès aux ressources poissonnières de l'Islande et de la Norvège. Dans le sens de l'accès du produit de la pêche islandais et norvégien au marché communautaire, la CE se montre très réticente. Cette négociation s'est focalisée sur la question de la pêche, si bien que les questions encore ouvertes, ou bien n'ont pas pu être réglées - c'est le cas du fonds de cohésion - ou n'ont pu être réglées qu'entre la Commission et les pays de l'AELE - comme les périodes transitoires -. La Commission doit encore soumettre ces points aux Etats de la CE.

Les questions encore ouvertes sont les suivantes :

- le *fonds de cohésion* : la CE propose une formule de prêts à des taux préférentiels qui comprennent un élément de don de l'ordre de 1 milliard d'écus. Les pays de l'AELE se sont opposés à ce chiffre qu'ils trouvent trop élevé. En outre, pour les pays de l'AELE, il existe un lien entre l'enveloppe financière du fonds et l'attitude qu'adoptera la CE dans d'autres secteurs encore ouverts de la négociation (notamment la pêche et le commerce des textiles);
- le *transit routier* est un des problèmes qui ne fait partie de la négociation sur l'EEE, mais qui y est lié. La CE continue de faire dépendre la signature par elle du traité EEE d'une conclusion satisfaisante des négociations bilatérales CEE/Autriche et CEE/Suisse sur le transit. La CE souhaite que la négociation soit achevée en octobre;

- en matière *d'environnement*, la CE n'a toujours pas accepté de reconnaître aux pays de l'AELE le droit qu'ils réclament de pouvoir, dans la même mesure que la CE, adopter, après l'entrée en vigueur du traité EEE, des normes de protection plus sévères;

- en matière de *comitologie*, il se pose encore le problème pour les pays de l'AELE de la participation à certains comités, notamment de gestion - la négociation sur la participation à des comités aux compétences législatives ou financières est achevée;

- la *concurrence* : le critère d'attribution des cas concernant les entreprises établies dans l'AELE entre l'organe de surveillance de l'AELE et la Commission des Communautés est encore à définir de façon que le pilier AELE traite le maximum de cas de concurrence sans que tout soit déferé à l'appréciation de la CE.

Les questions réglées avec la Commission sous réserve de l'accord des pays de la CE sont les suivantes :

- *achats d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger* : la Suisse, où il s'agit de l'application de la *lex Friedrich*, a obtenu une période transitoire de 5 ans avec des possibilités alternatives non discriminatoires concernant l'aménagement du territoire et le droit foncier;

- *libre circulation des personnes* : une période transitoire de 5 ans permettra de maintenir un régime de restrictions quantitatives, avec un réexamen de la question après 3 ans. Les périodes transitoires spécifiques sont les suivantes :

- *saisonniers* : possibilité de regroupement familial après 4 ans; dès le 1er janvier 1993, un droit d'établissement est accordé à tous les saisonniers qui ont travaillé en Suisse au moins 30 mois pendant 4 saisons;

- *frontaliers* : possibilité de maintenir l'obligation du retour quotidien pendant 3 ans; dès le 1er janvier 1996, l'obligation deviendra hebdomadaire jusqu'à la fin de la période de 5 ans; les zones frontalières pourront être maintenues pendant 4 ans. Cela signifie que le régime des frontaliers sera supprimé.

- *politiques d'accompagnement* : la Commission a accepté le principe selon lequel les pays de l'AELE ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les Etats membres de la CE pour tous les programmes auxquels ils participent financièrement. Il s'agit en particulier des domaines de la recherche et du développement, de la formation et de la jeunesse.

Conclusion : le problème de la pêche peut encore faire échouer la négociation, mais des progrès importants ont été réalisés entre l'AELE et la Commission. Une conclusion satisfaisante de la négociation à la fin septembre est envisageable. Outre la question de la pêche, la question du transit routier risque de faire échouer la négociation. La solution à la première des questions ne dépend pas de la Suisse. Quant à la deuxième question, les propositions suisses sont actuellement à l'étude à la CE. La Suisse a offert de maintenir 28 tonnes au maximum, de refuser le corridor routier, avec les exceptions qui consisteraient à accepter 50 véhicules plus lourds par jour. Une nouvelle suggestion de la part de la CE prévoit un système de bonus selon lequel un certain nombre de trajets par rail devraient donner droit à une traversée sur la route : nous l'étudions sans toutefois revenir sur notre position de négociation.

Perspectives : la question se pose de savoir si nous devons signer ce traité. Cette question se pose parce que sur le plan institutionnel, l'EEE ne sera pas la plate-forme idéale de coopération avec la CEE que nous espérions au départ. Jugée pour elle-même sur le plan juridique, la partie institutionnelle ne respecte pas tous les principes de l'égalité des parties : la CEE aura une position dominante et la Suisse sera liée au pilier AELE. Sur le plan matériel, l'EEE correspond largement à notre attente. Il nous

donnera un degré d'intégration très élevé au marché unique de 1992 avec la réalisation quasiment complète des 4 libertés, et nous pourrons participer très largement aux politiques d'accompagnement (recherche, éducation, petites et moyennes entreprises, protection de l'environnement, protection des consommateurs etc). Il s'agira pour le Conseil fédéral de peser les avantages et les inconvénients de la signature, ou de la non signature de ce traité. Il se prononcera à ce sujet lorsque la négociation sera terminée, et il annoncera à ce moment sa stratégie future d'intégration européenne.

Mühlemann: Ich möchte mich entschuldigen, dass unsere Gruppe etwas früher weg musste zu einer anderen Besprechung. - Ueber die klare Haltung von Herrn Bundesrat Felber in dieser Frage war ich sehr erfreut. Irgendwo muss jetzt einmal etwas akzeptiert werden - auch mit gewissen Fehlern. Der kranke Dürrenmatt hat im letzten Gedicht geschrieben: "Korrigiert nicht immer, wagt es!"

1. Frage: Sind in diesen institutionellen Bereichen Fortschritte noch möglich? Bis jetzt ist man ja davon ausgegangen, dass, wenn bei einer Revision des EWR-Rechtes keine Einigkeit erzielt werde, der umstrittene Punkt an die EG und an die Efta zurückginge, wo definitiv entschieden würde. Wir hätten noch das Veto-Recht, allerdings unter Umständen gegen unsere Freunde in der Efta-Gruppe. Nun scheint es so zu sein, dass, wenn man in einer Streitfrage auch bei einer zweiten Verhandlung sich nicht einigen kann, das bisherige Recht gilt. Wie ist da der Stand der Verhandlungen genau? Dies scheint mir wichtig zu sein, weil eine solche Verbesserung auch gewisse Bundesräte dazu bringen könnte, wieder über den eigenen Schatten zu springen.

2. Frage: In der Transitfrage scheint eine Lösung möglich zu sein im Verhältnis der Schweiz-EG. Sehr viel verhärteter ist offenbar die österreichische Position. Aber wir sind ja an Oesterreich gekoppelt, und deshalb interessiert es mich, wie Herr Kellenberger die österreichische Verhandlungssituation beurteilt.

Kellenberger: Zuerst zum Institutionellen: Es stimmt, dass wir immer noch darüber verhandeln, wie wir in der Beschlussfassungsphase den Fait-accompli-Effekt so gering wie möglich halten können. Hier wurden gewisse Fortschritte erzielt. Unverändert bleibt allerdings die Meinung der EG, dass, wenn man sich nach sechs Monaten über einen Punkt nicht einigen kann, die bestehende Regelung provisorisch suspendiert wird. Die EG ist aber bereit - und dies ist ein Fortschritt -, während dieser sechs Monate das Aeusserste zu versuchen, um eine gemeinsame Lösung zu finden. Man muss an den Zeitablauf denken: Der EG-Ministerrat fasst einen Beschluss, der dann an den EWR-Ausschuss geht. Dort wird beschlossen, ob dieses EG-Recht auf den EWR ausgedehnt wird. Dabei können grosse Probleme auftauchen, und die wichtigste Verbesserung von Ende Juli ist die, dass die EG nun wirklich bereit ist, in dieser Phase verschiedene Lösungsansätze zu prüfen.

Das zweite, was sich abzeichnet, ist die Gesprächsbereitschaft der EG-Kommission in bezug auf die Reichweite der Suspendierung - die Mitgliedstaaten haben sich hierzu nicht geäußert. Die Kommission ist bereit, zusammen mit den Efta-Ländern zu untersuchen und zu beurteilen, welcher Teil des EWR-Vertrages durch eine Nicht-Einigung wirklich betroffen würde, d.h. einen Dialog darüber zu führen, wie weit die Suspendierung gehen soll. - Es bleibt aber dabei, dass der entsprechende Vertragsteil suspendiert wird, wenn nach sechs Monaten trotz all dieser Anstrengungen keine Einigung erzielt wird. Während dieser Zeit der provisorischen Suspendierung können

die Verhandlungen natürlich fortgesetzt werden. - Im Prinzip ist auch vorgesehen, dass, wenn die provisorische Suspendierung beschlossen wird, sie während mindestens sechs Monaten noch nicht in Kraft tritt. Diese Verbesserung im Verhandlungsprozess ist aber zurzeit noch nicht vollständig konsolidiert.

Zur Transitfrage: Ich bin nicht so sicher, ob wir wirklich einer Lösung viel näher sind als Oesterreich. Ende Juli hatten wir den Eindruck, dass sich die Oesterreicher an die EG annähern konnten, aber dass sie noch nicht so weit sind. In den letzten Wochen hatten wir dann keine Kontakte mehr mit Oesterreich, so dass ich Ihnen nicht genau sagen kann, wie sie jetzt stehen. Sicher kann ich nur sagen, dass die Oesterreicher und die Kommission noch keine Lösung gefunden haben, und dass die Meinungsunterschiede sich vor allem darauf konzentrieren, um wieviele Prozent die Umweltbelastung abnehmen soll, nämlich ob um 50 Prozent oder um 65 Prozent.

Die Schweiz hat, wie Sie wissen, im Juni einen Vorschlag für gewisse Ausnahmen von der 40-Tonnen-Limite gemacht. Im Juli, beim Treffen zwischen Bundesrat Ogi und Kommissar Van Myrthe in Antilles, hat die Kommission eine neue Idee vorgebracht, nämlich das sogenannte Bonus-System. Auf unser Verlangen hat die Kommission diesen Vorschlag schriftlich niedergelegt. Vorletzte Woche haben wir dieses Papier bekommen und konnten intern mit dessen Prüfung beginnen. Mein persönlicher Eindruck ist aber, dass dies nicht ein vielversprechender Ansatz ist.

Grassi: Der EWR-Vertrag muss ja vom europäischen Parlament ratifiziert werden. Wie sind hier die Chancen? Bestehen Kontakte mit einzelnen Ländern oder einzelnen Parlamentariern, durch die Goodwill geschaffen werden kann?

Kellenberger: Zwischen den Parlamentariern der Efta-Länder und dem europäischen Parlament gibt es ja Kontakte, z.B. diese Parlamentarierkontaktgruppe. Wie die Chancen im Parlament sind, ist sehr schwierig vorauszusagen. Das Resultat wird sehr stark davon abhängen, wieviel das europäische Parlament in der zwischenstaatlichen Konferenz über die politische Union bekommt. Wenn das Parlament in der EG-internen Reform relativ viele Anliegen berücksichtigt sieht, wird es voraussichtlich in bezug auf die Aussenbeziehungen offener sein. Umgekehrt kann ein schlechtes Abschneiden in Innern für die Annahme des EWR-Vertrages hinderlich sein. - Es ist gefährlich, hier zu spekulieren, denn die Haltung kann von Elementen abhängen, die kurzfristig wirksam sind. Erste Anzeichen über die Stimmung werden wir bald haben: Die Kommission hat nämlich die Absicht, den Vertrag noch vor der Unterzeichnung dem europäischen Gerichtshof zu unterbreiten, damit er auf die Vereinbarkeit mit dem EWG-Vertrag geprüft wird. Gleichzeitig soll der Vertrag auch dem europäischen Parlament zur Konsultation zugestellt werden.

Präsident: Im Sinne der Ausführungen von Herrn Mühlemann wäre es sicher richtig, wenn unsere Kommission ihren Optimismus in bezug auf den EWR-Vertrag noch beibehält, und wenn wir nicht - wie gewisse Leute das tun - voreilig das Schiff verlassen. Ich möchte noch darauf hinweisen, dass es provisorisch vorgesehen ist, die parlamentarischen Initiativen zu Europa am Montag der dritten Sessionswoche zu behandeln. Dort wäre noch Zeit reserviert für eine EWR-Debatte. Am 23. September findet ja eine wichtige Sitzung der High Level Negotiation Groupe statt.

Kellenberger: Ja, in dieser Woche wird die Uebung der letzten Juli-Woche wiederholt, d.h. man unternimmt einen neuen Anlauf, um eine Paketlösung für alle offenen Fragen zu finden. Die Verhandlung wird die ganze Woche in Anspruch nehmen.

Präsident: Somit könnte die Situation im Zeitpunkt, in dem die EWR-Debatte bei uns traktandiert ist, schon etwas klarer sein.

Frau Segmüller: Ich habe mit Erstaunen zur Kenntnis genommen, dass im provisorischen Programm diese Europa-Debatte angesetzt ist. Im Juni haben wir bewusst eine Diskussion vermieden, weil sie nicht opportun war. Weil nun die EWR-Verhandlungen nicht wie vorgesehen abgeschlossen wurden, hat sich daran nichts geändert. Eine Europa-Debatte ist im jetzigen Moment fehl am Platz. Wir wissen ja gar nicht, worüber wir sprechen sollen. Der EWR-Vertrag wird bestimmt nicht fertig vorliegen, wir kennen die Haltung des Bundesrates nicht - man kann somit nur lauter Wenss und Abers in die Welt setzen. Von den vier Initiativen hätten zwei einen Grund, behandelt zu werden: die von Herrn Sager, weil er den Rat verlässt, und diejenige von Gille Petitpierre, weil er die Stube wechselt. Ich finde trotzdem nicht, dass es opportun ist, in diesem Moment eine vierstündige Diskussion vom Zaun zu reissen, während wir unter ähnlichen Bedingungen im Juni beschlossen hatten, die Debatte nicht abzuhalten. Ich fände das sehr ungeschickt; wir werden über diese Sache auch an den Gesprächen der Bundesratsparteien sprechen, und wir werden uns dafür einsetzen, dass dieses Traktandum vom Sessionsprogramm abgesetzt wird.

Präsident: Ist die Kommission der Meinung, dass auch die Initiativen nicht behandelt werden sollen? Ich lege Wert darauf, dass man das jetzt zu Ende diskutiert.

M. Petitpierre : (à Mme Segmüller) Je ne suis pas obsédé par l'idée de parler de cette initiative, mais j'insisterai sur un point de fond : le débat sera utile, au contraire, parce que cette initiative voulait placer la question du traité EEE dans l'optique large de l'intégration européenne, pour faire ressentir qu'il existait une stratégie européenne. Notre idée était de relativiser le traité EEE et j'ai l'impression que plus que jamais, dans l'optique d'une campagne populaire, il est bon de remettre les choses dans un cadre et de ne pas laisser l'impression que tout se joue avec ce traité EEE. Le président de séance propose de supprimer cette initiatve parlementaire de l'ordre du jour : je ne me battra pas pour la maintenir - comme sans doute MM. Caccia et Sager -, mais je la conçois comme une occasion de débattre de la stratégie européenne en général.

Präsident: Ich habe keinen speziellen Vorschlag gemacht. Wenn behandlungsreife Geschäfte da sind, werden sie auf die Traktandenliste genommen.

Mühlemann: Wie Frau Segmüller finde ich eine Europa-Debatte im September ebenso ungeschickt wie im Juni. Die beiden Kernprobleme, die Mitwirkungsfrage und die Alpen transitfrage, sind bis dahin nicht gelöst. Wie Herr Kellenberger ausgeführt hat, ist hier noch Verhandlungsmasse. Somit würden wir eine Sache diskutieren, von der der Bundesrat mit bestem Willen nicht sagen kann, wie sie ausgeht. Dass der Bundesrat über den Stand informiert, ist richtig. Aber eine Diskussion mitten im Wahlkampf und mitten in den Verhandlungen scheint mir nicht richtig.

Bircher: Die drei Initiativen haben nicht direkt mit dem EWR-Vertrag zu tun haben. An sich sind die Initiativen rein auf eine Strategie-Optik ausgerichtet. Ich stimme ihnen zu, Herr Mühlemann, dass dies bei einer grösseren Debatte mit dem aktuellen Tagesgeschehen vermischt werden könnte. Andererseits hätten wir jetzt ohne weiteres die Möglichkeit, die Initiativen zu behandeln, umso mehr, als es um eine erste Stufe der Behandlung geht. Bei keiner der Initiativen ist der EWR -Vertrag involviert.

Frau Grendelmeier: Endlich hat jemand gesagt, warum dieser ungeheure Widerstand gegen eine Europa-Diskussion besteht, im Juni bereits und jetzt schon wieder. Wenn sich viele Parlamentarier vor dem Wahlkampf nicht genau festlegen wollen, ist das ihr Problem. Tatsache ist, dass das Volk innert sehr kurzer Zeit, spätestens in 1 1/2 Jahren, abstimmen muss. Diese Zeit ist enorm kurz, und es können im Vorfeld nicht genügend Diskussionen geführt werden, damit wir nicht nochmals ein UNO-Debakel erleben. Die Europafrage muss im Parlament ein Thema bleiben, auch wenn dann Hinz und Kunz alles durcheinanderwürfeln. Wenn man die Wahlen nun als Block einschiebt, dann ist das bedenklich.

Frau Bär: Die Fragen über die parlamentarischen Initiativen sind aber nicht die Fragen zum EWR, das möchte ich nochmals betonen. Ich frage mich, ob es an unserer Kommission ist, über die Absetzung dieser Traktanden abzustimmen. Das ist vielmehr Sache der Fraktionspräsidentenkonferenz. Diese Geschäfte sind längst bereit, behandelt zu werden, und es gibt keinen Grund, diese Diskussion jetzt nicht zu führen. Auch vor den Wahlen muss man Stellung beziehen, Herr Mühlemann - selbst wenn das unangenehm ist.

Mühlemann: Ich bin natürlich schon bereit, meine Meinung zu sagen. Natürlich kann man darüber reden. Aber es gibt doch noch ein taktisches Gefühl für das, was geschieht. Wir tun alles, wirklich alles, um die Verhandlungen in Brüssel zu erschweren. Ich will nicht alle aufzählen, die schon ihre Meinung geäußert haben, kreuz und quer durch die ganze Runde. Aber mindestens im Parlament haben wir Rücksicht darauf genommen, dass die Verhandlungen noch nicht zu Ende sind. Ich weiss übrigens auch nicht, warum wir abstimmen - das werden sowieso die "Eisheiligen" in der Fraktionspräsidentenkonferenz bestimmen.

Präsident: Ich bin auch der Meinung, dass eine EWR-Diskussion sinnvoller sein wird, wenn wir die Resultate kennen werden.

M. Cevey : Dans le communiqué que nous avons eu beaucoup de peine à mettre au point lors de l'une de nos dernières séances, nous avons exactement exprimé ce point de vue : tant que nous ne savons pas quel sera l'aboutissement, il faut éviter d'engager le débat.

Schaller: Die parlamentarische Initiative Jaeger ist auch traktandiert, und hier geht es um die Aufnahme von Verhandlungen mit der EG. Die Verbindung mit der EG wird somit auf jeden Fall gemacht werden müssen. Zudem ist im Ständerat eine parlamentarische Initiative Roth, die einen ähnlichen Inhalt hat, ebenfalls traktandiert, für den 1. Oktober. Wenn schon, müsste auch im Ständerat versucht werden, eine entsprechende Diskussion nicht abzuhalten. - Für den gleichen Montag nachmittag sind auch persönliche Vorstösse aus dem EDA traktandiert. Wie ich das Parlament kenne, wird es sicher mindestens eine dringliche Interpellation geben, wo Auskunft über den

Stand der Verhandlungen verlangt wird. Vielleicht wäre das eine Möglichkeit, dass der Bundesrat über die aktuelle Lage informiert.

M. Petitpierre : On va éliminer nos initiatives qui n'ont rien à voir avec le traité EEE, et on va mener un débat sur l'EEE parce qu'il y aura une interpellation urgente. Il ne faut pas mettre les deux choses ensemble. Le comble, c'est que si ces initiatives sont éliminées de l'ordre du jour, on aura quand même un débat EEE. Je suis personnellement opposé à un débat sur l'EEE, et je ne crois pas que l'initiative Sager/Caccia/Petitpierre gêne la négociation - à moins que le représentant du DFAE ne partage pas cet avis, auquel cas je renoncerai sans autre. Je souhaite donc que l'on procède à deux votes séparés.

Abstimmung - Vote

Gegen eine EWR-Debatte	8 Stimmen
Dafür (oder Enthaltung)	1 Stimme

Abstimmung - Vote

Gegen eine Behandlung der parlamentarischen Initiative	5 Stimmen
Dafür	4 Stimmen

Präsident: Am gleichen Montag nachmittag ist auch die Motion unserer Kommission vom Januar 1991 in bezug auf Kompetenzen des Parlamentes in der Aussenpolitik traktandiert. An einem andern Tag sind Geschäfte unserer Kommission wie die Menschenrechtspakte und die Europaratsberichte traktandiert. Sind Sie einverstanden, dass die Motion vom Januar zusammen mit diesem Paket behandelt werden soll? Es wäre wichtig, dass diese Motion behandelt wird.

Frau Segmüller: Das muss man doch im Zusammenhang mit der Parlamentsreform behandeln.

Präsident: Aber im letzten Juni wurde unsere Motion im Zusammenhang mit der Parlamentsreform nicht behandelt.

M. Cevey : Dans le cadre de la réforme du Parlement, nous avons traité des compétences de la Commission des affaires étrangères, qui devient un organe beaucoup plus important. Puisqu'il y aura l'élimination des divergences entre les deux Conseils, nous reparlerons forcément de ce problème de compétences de la commission.

Präsident: Es ist nicht nur das; in dieser Motion postulieren wir auch Verfassungsänderungen. In einer der letzten Sitzungen hat unsere Kommission einstimmig beschlossen, an dieser Motion festzuhalten, und sie nicht nur als Postulat überweisen zu lassen. Somit muss sie im Parlament behandelt werden.

Frau Bär: Die persönlichen Vorstösse des EDA sind auch für den Montag der letzten Woche traktandiert, nach den parlamentarischen Initiativen.

Präsident: Ja, aber jetzt haben wir ja eben beschlossen, die Geschäfte des Departements Felber fallenzulassen. (Frau Bär: Darüber befindet die

Fraktionspräsidentenkonferenz) - Auf jeden Fall sind Sie einverstanden damit, dass wir darauf bestehen, dass diese Motion behandelt wird.

M. Cevey : Si nous mêlons la discussion sur la motion à la question de la réforme du Parlement, pour laquelle nous allons procéder à l'élimination des divergences, je crains que le débat ne soit faussé. Attendons plutôt la session de décembre.

Präsident: Sind Sie mit Herrn Cevey einverstanden, dass die Motion dort traktandiert wird, wo die Parlamentsreform traktandiert ist, d.h. unter Differenzbereinigung? - Dann werden wir das so beantragen.

4. Orientierung über die Massnahmen und Anstrengungen der Schweiz im Bereich der Abrüstungspolitik

Der Referent hat uns freundlicherweise sein Manuskript zur Verfügung gestellt (siehe Anhang 3).

Präsident: Herr Ritz, ich danke Ihnen für das ausgezeichnete Referat, das Sie uns gehalten haben. Ich bedauere es ausserordentlich, dass unsere Kommission derart reduziert ist. Aus der Mitte dieser Restkommission ist die Anregung gekommen, ob wir hier nicht unterbrechen und die Diskussion zu diesem Thema an der nächsten Sitzung führen sollen. - Die gleiche Entschuldigung muss ich gegenüber Herrn Winkler anführen. Vielen Dank, dass Sie hierher gekommen sind, und entschuldigen Sie, dass es jetzt nicht mehr möglich ist, das vorgesehene Traktandum 5, Orientierung über die Ausbildung von Experten im Bereich der Sicherheitspolitik, zu behandeln.

6.. Genehmigung des Berichtes über das Osteuropaseminar

Präsident: Herr Frischknecht, der uns auf der Reise begleitet und diesen Bericht verfasst hat, wäre zu diesem Traktandum eigentlich auch eingeladen. Der Bericht scheint mir richtig und aussagekräftig. Wir werden ihn dem Bundesrat und allen Nationalrätinnen und Nationalräten zustellen.

Frau Bär: Ich schäme mich zwar sehr ungern für andere Leute, aber ich möchte trotzdem zu Protokoll geben, dass ich es beschämend finde, was sich diese Kommission heute leistet angesichts der Experten, die wir eingeladen haben. Wir waren zwei oder drei Stunden lang beschlussfähig, und jetzt sind wir noch eine Handvoll Mitglieder. Das ist nicht das erste Mal.

Zum Bericht aus Bulgarien: Ich möchte dem abwesenden Herrn Frischknecht danken; als Mitglied dieser Delegation finde ich den vorliegenden Bericht sehr gut. Ich möchte nur ergänzen - was Frau Segmüller schriftlich abgegeben hat - , dass wir in Bulgarien noch ein Spital und namentlich die Abteilung für aidskranke Kinder besucht haben. - Ich beantrage, dass wir diesen Bericht ohne Abänderungen genehmigen.

Präsident: Das werden wir noch einfügen. Ich möchte Frau Segmüller und Herrn Auer danken, dass sie geholfen haben, den Arzt der kleinen Stadt, die wir besucht haben, mit

einer Medikamentenlieferung zu unterstützen. Wir hatten festgestellt, dass es ihm an lebensnotwendigen Medikamenten mangelte; diese konnten von der Schweiz aus sofort besorgt werden.

Mühlemann: Diese Reise war sehr erfolgreich und ermutigend. Es wäre ebenso sinnvoll, ohne Rücksicht auf irgend ein Büro einen Teil der Kommission in die baltischen Staaten zu schicken und eine andere Delegation nach Kroatien und nach Slowenien. Man sollte sich nicht einschüchtern lassen durch Sparmassnahmen des Büros; diese Exkursion sollte Auftakt zu einer aussenpolitischen Tätigkeit sein, die an Ort und Stelle stattfindet.

Zum Bericht selber habe ich wenig zu sagen; er scheint mir gut und aussagekräftig zu sein. Ich bitte nur, dass man auf Seite 6 zuhanden der Geschichtsschreibung festhalten sollte, dass beim Nachtessen praktisch die ganze Nomenklatura Bulgariens anwesend war; alle Gäste sollten namentlich aufgeführt werden. Schliesslich wissen wir nicht, welcher Historiker im nächsten Jahrhundert diese erste Exkursion unseres Parlamentes nach Osteuropa ausgräbt.

Präsident: Diese Ergänzung werden wir vornehmen.

Schaller: In der Verwaltung haben wir mit Befriedigung von der Bemerkung Kenntnis genommen, dass unsere beiden Botschafter gut mitgearbeitet haben. Solches Lob nehmen wir immer gerne entgegen, und ich werde es an die Betroffenen weitersagen.

Frau Segmüller: Ich möchte da nachdoppeln. Insbesondere Botschafter Borner in Sophia hat uns ausgezeichnet geführt. Er hat uns gut eingeführt und uns in aller Klarheit die richtigen Massstäbe gesteckt. Diese Führung war das absolute Musterbeispiel, wie sich ein Parlamentarier eine solche Reise wünschen kann.

Präsident: Das werden alle übrigen Delegationsmitglieder bestätigen. Ich weilte anschliessend noch eine Woche privat in Ungarn und konnte mich davon überzeugen, dass man dort unseren offiziellen Besuch ausserordentlich geschätzt hat. Er scheint eine nachhaltige Wirkung gehabt zu haben in diesem Lande. - Der Bericht ist somit genehmigt.

7. Verschiedenes

Präsident: In Ihren Unterlagen findet sich die Einladung für die Entsendung eines Wahlbeobachters nach Armenien. Herr Euler hat sein Interesse angemeldet. Ich leite dies an das Büro resp. an den Nationalratspräsidenten weiter. Wenn weitere Interessenten sind, mögen sie sich bitte melden. - Jetzt, wo so viele solcher Einladungen kommen, sollten diese unverzüglich an die Parlamentarier weitergeleitet werden.

Frau Segmüller: Solche Einladungen gehen vermutlich an den Parlamentspräsidenten oder an den Generalsekretär der Bundesversammlung. Dort muss man intervenieren, damit diese Dingen nicht liegen bleiben oder nach dem Prinzip Zufall weitergeleitet werden. Ich bin dagegen, dass der Ratspräsident alleine entscheidet, ob es opportun ist,

die Einladung anzunehmen. Es geht hier um Aussenpolitik. Zumindest der Präsident der Kommission für auswärtige Angelegenheiten sollte mitentscheiden können.

Präsident: Besser wäre es, wenn wir die direkte Anlaufstelle wären.

Frau Bär: Ich unterstütze diese Vorschläge. Ich war sehr erstaunt darüber, dass der Brief mit dieser Anfrage fünf Wochen lang irgendwo liegengeblieben ist. Wir hatten in Bulgarien vernommen, dass die Schweiz offiziell angefragt worden war, eine Wahlbeobachtergruppe zu entsenden; darauf musste sich der Botschafter entschuldigen, dass die Schweiz überhaupt nie eine Antwort gegeben hat. Fast wäre nun mit Armenien das gleiche passiert. Wir müssen das Vorgehen in solchen Fällen institutionalisieren, indem solche Einladungen direkt an unsere Kommission geleitet werden. Es ist wichtig, dass wir solche Anfragen positiv beantworten.

Frau Grendelmeier: Als ich als Mitglied des Europarates in Bulgarien war, wurde ich pausenlos darauf angesprochen, warum wir keine Leute zur Wahlbeobachtung schickten. Die Schweiz war eines der ersten Länder, die angefragt worden waren. Es machte einen miserablen Eindruck.

Präsident: Die Einladung Bulgariens ist gar nicht bis zu uns gelangt. - Wir werden somit schriftlich verlangen, dass solche Einladungen unverzüglich an unsere Kommission gelangen. - In Ihren Unterlagen findet sich noch die Einladung des Europarates für das Kolloquium über Tourismus und Umwelt, das vom 25. - 27. September 1991 in Budapest stattfinden wird.

Frau Bär: Man müsste sich grundsätzlich fragen, ob nicht jemand von der Kommission offiziell delegiert und dann auch bezahlt werden soll. Nicht gerade sinnvoll finde ich das Prinzip, dass man nach Lust und Laune und auch ohne Verpflichtungen an solchen Veranstaltungen teilnehmen kann.

Petitpierre: On pourrait demander à M. Dietrich par exemple qui est mieux qualifié pour participer à un tel colloque.

Präsident: Ich finde auch, dass es zur Teilnahme an solchen Konferenzen Leute braucht, die sich darauf vorbereiten und an der Materie wirklich interessiert sind. - Die Einladung wurde den Mitgliedern zur Kenntnis gebracht, und wer interessiert ist, kann sich melden.

Eine Schlussbemerkung: Im Zusammenhang mit der Parlamentsreform schaffen wir viele schöne Programme zur Aufwertung der Kommissionen. Es fragt sich, ob das nicht alles Papierwerk bleibt, wenn man in der Praxis nicht Zeit findet, an den Sitzungen bis zum Schluss anwesend zu sein. Dieses Problem sollte in den verbleibenden Diskussionen über die Parlamentsreformen auch noch eingebracht werden.

Schluss der Sitzung 15.50 h

Nächste Sitzungen: 6. September 1991 (Samedan)
11./12. November 1991

Anhang 1

POLITISCHES SEKRETARIAT

p.B.58.2 Jugosl. - MEC/BUG

Bern, den 20. August 1991

DIE JUGOSLAWISCHE KRISE

1.	Historischer Ueberblick	S. 1
2.	Die Auswirkungen des Friedensplanes von Brioni	S. 2
	a) für Slowenien	S. 2
	b) für Kroatien	S. 3
3.	Die Bedeutung der Armee	S. 4
4.	Die Konferenz von Ohrid (22.7.1991)	S. 5
5.	Die Ausweitung der EG-Beobachtermission	S. 5
6.	Weitere Massnahmen der EG	S. 6
7.	Die Entwicklung der Krise seit dem Aufruf des Bundespräsidiums zum Waffenstillstand (6.8.1991)	S. 7
7.1.	Der Waffenstillstand	S. 7
7.2.	Das KSZE-Dringlichkeitstreffen	S. 7
7.3.	Die politisch-militärische Organisation der Muslime	S. 8
8.	Die serbischen Absichten	S. 9

Anhang:

1. Karte Jugoslawiens
2. - Diagramm über die Pro-Kopf-Einkommen der jugoslawischen Teilrepubliken
 - Diagramm über die ethnische Zusammensetzung der Bundesarmee

POLITISCHES SEKRETARIAT

p.B.58.2.Jugosl. - MEC/BUG

Bern, den 20. August 1991

DIE JUGOSLAWISCHE KRISE1. Historischer Ueberblick

1918 wurde das Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen geschaffen. Die katholischen Slowenen und Kroaten wurden mit den orthodoxen Serben und mit den Muslimen zusammengefasst und von Anfang an miteinander konfrontiert. Damit waren bereits die Voraussetzungen für die heutigen Konflikte gegeben. Die Freiheitsbestrebungen der Kroaten gehen auf die frühen 20-iger Jahre zurück. Schon zu dieser Zeit war der südslawische Staat serbisch dominiert.

Der deutsche Ueberfall auf Jugoslawien im Verlauf des Zweiten Weltkrieges war für die Kroaten die günstige Gelegenheit, sich von der serbischen Vorherrschaft zu befreien. So kam es zur Kollaboration der Kroaten gegen die Serben. Damit erklärt sich zum Teil die heutige Feindschaft zwischen Serben und Kroaten, die in der Krajina, dem mehrheitlich von Serben besiedelten Gebiet Kroatiens (cf. Anhang 1) zu den gegenwärtigen heftigen Auseinandersetzungen zwischen diesen beiden Völkern führte.

Nicht minder wichtig ist jedoch der Umstand, dass die Krajina das Grenzgebiet war zwischen dem österreich-ungarischen Reich und dem ottomanischen Reich, also die Nahtstelle zwischen dem katholischen Westen und dem orthodoxen Osten, wo die Gegensätze offensichtlich heute noch aufeinander prallen. Die ethnisch-kulturellen Gegensätze zwischen Slowenien und Kroatien einerseits und Serbien andererseits werden zudem durch das unterschiedliche Wirtschaftsniveau in den betreffenden Teilrepubliken überlagert (cf. Anhang 2).

Unter dem kommunistischen Regime konnten die nationalen Gegensätze durch die einheitliche Ideologie und die Repression unterdrückt werden. Mit dem Ende des Kommunismus begann die serbische Teilrepublik ihre aggressiv-hegemonistische Politik. Serbien ist die einzige Teilrepublik, die noch immer von Kommunisten regiert wird, die sich mittlerweile allerdings Sozialisten nennen.

Vor dem Hintergrund des serbischen Hegemoniestrebens sind die Unabhängigkeitsbestrebungen Sloweniens und Kroatiens zu sehen, die es zunehmend als Zumutung empfanden, weiterhin mit Serbien zusammen in einem Staatsverband zu verbleiben. Nach der Proklamation der Unabhängigkeit Sloweniens und Kroatiens kam es Ende Juni zur missglückten Militärintervention der Bundesarmee in Slowenien, die den eigentlichen Bürgerkrieg auslöste. Die Versuche der EG, die Gewaltanwendung zu verhindern, waren bisher erfolglos.

2. Die Auswirkungen des Friedensplanes von Brioni

a) für Slowenien

Nach der missglückten Militärintervention der Bundesarmee in Slowenien war es naheliegend, dass sich die Anstrengungen der EG vor allem auf die Teilrepublik Slowenien konzentrierten. In der Erklärung von Brioni war zwar die Möglichkeit, die Beobachtermis-sion auch auf Kroatien auszudehnen, enthalten, aber eben nur als Möglichkeit von der in einer ersten Phase nicht Gebrauch gemacht wurde. Im übrigen ging die EG-Troika davon aus, dass mit der dreimonatigen Suspendierung der Unabhängigkeit Sloweniens und Kroatiens sowie der Verpflichtung aller Teilrepubliken vor dem 1. August Verhandlungen über die politische Neuordnung Jugoslawiens aufzunehmen, die Lage in ausreichendem Masse beruhigt werden könne.

Ruhe ist jedoch erst in Slowenien eingekehrt. Die Niederlage der Bundesarmee verbunden mit dem internationalen Druck durch die EG-

Beobachtermission dürfte vor allem die serbische Führung bewogen haben, im Bundespräsidium für den Rückzug der Einheiten der Bundesarmee aus Slowenien zu plädieren. Am 18.7.91 beschloss das vollzählige Bundespräsidium, mit sofortiger Wirkung die Truppen abzuziehen. Der Rückzug soll innert dreier Monate abgeschlossen sein.

Dieser Rückzugsbeschluss bedeutet faktisch die serbische Anerkennung der slowenischen Unabhängigkeit. Mit diesem Beschluss scheint sich zwangsläufig eine Aenderung der serbischen Strategie abzuzeichnen. Bislang strebten die serbischen Kommunisten ein serbisch dominiertes, zentralistisches Jugoslawien innerhalb der heutigen Grenzen an. Die gescheiterte Invasion liess dieses Vorhaben jedoch äusserst unrealistisch erscheinen. Da diese abtrünnige Teilrepublik praktisch nur von Slowenen bewohnt wird, gibt es keine zwingenden ethnischen Gründe, nicht auf Slowenien zu verzichten. Dieser Verzicht erlaubt es Serbien, die Kräfte verstärkt auf die Errichtung eines gross-serbischen Staates zu konzentrieren, d.h. zunächst auf die Einverleibung der von Serben besiedelten Gebiete Kroatiens.

b) für Kroatien

Kroatiens Vertreter Mesic, der Vorsitzende des Bundespräsidiums, hatte gegen den Truppenabzug gestimmt, weil die Truppen nur aus Slowenien, nicht aber aus Kroatien abgezogen werden. Die kroatische Regierung befürchtet, dass die zurückgezogenen Truppen in der Vojvodina und in Bosnien-Herzegowina entlang der kroatischen-serbischen Grenze stationiert werden, um so mehr Druck auf Kroatien ausüben zu können.

Seit der de-facto-Anerkennung der slowenischen Unabhängigkeit befindet sich Kroatien in einer weit prekäreren Lage als zuvor, da sich der serbische Widerstand gegen die Auflösung des Staatsverbands ganz auf Kroatien konzentriert. Aufgrund seiner ethnischen Zusammensetzung - 11 % der Bevölkerung sind Serben - kann dieses unter keinen Umständen damit rechnen, dass die kommunistische serbische Führung auf Kroatien verzichten wird.

Seit dem 15. Juli, also seit rund einer Woche nach der Erklärung von Brioni, rissen die Kampfhandlungen zwischen Kroaten und Serben nicht mehr ab. Dies scheint die These der erwähnten Strategieänderung der Serben zu erhärten. Bisher hat sich kein kommunistisches Führungsmitglied auch nur zu den serbischen Angriffen geäußert, geschweige denn sie verurteilt. Höchst fragwürdig ist auch der Umstand, dass diese illegalen Verbände selbst über schwere Waffen verfügen.

3. Die Bedeutung der Armee

In der Tat mehren sich die Anzeichen, dass die Armee seit der missglückten Militärintervention in Slowenien mehr und mehr Partei für die serbischen Extremisten ergreift. Vor dieser Intervention kam der Bundesarmee noch eine gewisse stabilisierende Funktion zu, indem sie, als Puffer zwischen die verfeindeten Parteien geschoben, den offenen Bürgerkrieg einstweilen noch verhinderte.

Die schon vorher stark von Serben dominierte Armee - vor dem Ausbruch des Bürgerkriegs waren bereits 70 % der Offiziere serbischer Nationalität (cf. auch Anhang 2) - wird durch die Entwicklung der Umstände zunehmend zu einem serbischen Instrument:

Seit dem Beschluss des Bundespräsidiums, die Armee aus Slowenien abzuziehen, sind die Slowenen nicht mehr zum Dienst in der Bundesarmee verpflichtet. Kroatien entsendet ebenfalls keine Rekruten mehr in die Belgrader Armee. Mazedonien und Bosnien-Herzegowina lassen die Stationierung ihrer Soldaten nur noch in ihren eigenen Republiken zu. Bosnien-Herzegowina hat überdies im Juli gar keine Wehrpflichtigen mehr aufgeboden. Dagegen werden vermehrt serbische Reservisten unter die Fahnen gerufen.

4. Die Konferenz von Ohrid

Die für den 22. Juli in Ohrid angesetzte Konferenz des kollektiven Staatspräsidiums sowie der Republikspräsidenten hätte einen doppelten Zweck erfüllen sollen. Zuerst hätte die Gewaltanwendung in Kroatien beendet werden sollen. Es war vorgesehen, dass die Republikspräsidenten eine Erklärung unterzeichnen würden, mit der sich alle Seiten verpflichtet hätten, bei der Lösung des Konflikts keine Gewalt anzuwenden. Dann wäre die Konferenz gleichzeitig auch der Beginn der Gespräche über die politische Neuordnung Jugoslawiens gewesen.

Der kroatische Präsident Tudjman benützte die Konferenz, um erneut seine Forderung nach dem bedingungslosen Rückzug der Bundesarmee auch aus Kroatien vorzubringen. Da er mit seiner Forderung nicht durchdringen konnte, kehrte er vorzeitig nach Zagreb zurück, womit die Konferenz gescheitert war.

5. Die Ausweitung der EG-Beobachtermission

Am 26.7.91 boten die EG-Aussenminister den jugoslawischen Behörden an, ihre Beobachtermission auf Kroatien auszudehnen. Das Ersuchen von Bosnien-Herzegowina vom 16.7.91, das EG-Mandat auch auf diese Teilrepublik auszudehnen, wurde bisher nicht in Betracht gezogen.

Die vierte Verhandlungsreise der EG-Troika nach Jugoslawien vom 2. und 3.8.91 scheiterte am unbeugsamen Widerstand Serbiens. Vordringliches Anliegen der EG war es, zuerst einmal die Waffen zum Schweigen zu bringen, um überhaupt Beobachter plazieren zu können. Zu diesem Zweck verlangte die EG-Troika von allen Republiken sowie vom Bundespräsidium die Unterzeichnung einer Waffenstillstandserklärung. Serbien weigerte sich, diese zu unterzeichnen mit der Begründung, es handle sich lediglich um eine Angelegenheit zwischen den beiden Konfliktparteien Kroatien und Krajina. Kroatien hätte damit anscheinend gezwungen werden sollen, die Au-

tonomie des kroatischen, von Serben besiedelten Gebietes anzuerkennen. Serbien konnte damit eine weitere Internationalisierung der Krise vermeiden.

6. Weitere Massnahmen der EG

In einer Sondersitzung der Aussenminister vom 5.8.91 beschloss die EG, die KSZE und die UNO in die Lösung der jugoslawischen Krise einzubeziehen. Konsultationen mit dem UNO-Sicherheitsrat wurden aufgenommen. Für den 7.8.91 wurde eine KSZE-Sitzung nach dem Krisenmechanismus in Prag einberufen. Die damit erreichte Internationalisierung entspricht wenigstens zum Teil der von Kroatien verlangten internationalen Friedenskonferenz über den jugoslawischen Vielvölkerstaat. Innerhalb der EG wird auch die Frage der Anerkennung Sloweniens und Kroatiens geprüft. Würden diese beiden Teilrepubliken von einer namhaften Anzahl Staaten anerkannt, könnte man davon ausgehen, dass die Natur des Konflikts von einem innerstaatlichen zu einem zwischenstaatlichen angehoben würde und damit international mehr Gewicht bekäme. Gegen eine Anerkennung stellen sich aber Frankreich, Spanien, Grossbritannien und Italien, die selber Probleme mit Minderheiten haben und unangenehme Rückwirkungen auf ihre eigenen Länder befürchten (dies obwohl Frankreich an der Genfer Minoritätenkonferenz die Existenz von Minoritäten in Frankreich in Abrede stellte, mit der Begründung in Frankreich gäbe es nur Franzosen und Ausländer).

Im Falle eines zwischenstaatlichen Konfliktes wäre auch der Einsatz einer europäischen Friedenstruppe leichter zu rechtfertigen. Nach den Vorstellungen des französischen Aussenminister Dumas soll die WEU über die Entsendung von Truppen beraten, die als Puffer zwischen die Konfliktparteien geschoben würde. Hierbei ist nicht zu übersehen, dass Frankreich seit Jahren vermehrt die WEU zu aktivieren versucht. Falls es gelingen sollte, Kampftruppen zu entsenden, d.h. die WEU zu einer militärisch operationellen Organisation unter französischer Führung aufzuwerten, würde dies

die Stellung Frankreichs innerhalb Europas und auch bezüglich der USA stärken.

Bereits hat die Sowjetunion einen allfälligen Einsatz von Friedenstruppen in Jugoslawien als unnehmbare Einmischung in innere Angelegenheiten abgelehnt. Zu gross ist wohl die Furcht, dass nach dem "Präzedenzfall Jugoslawien" eine europäische Friedens-truppe auch auf dem Gebiet der UdSSR zum Einsatz gelangen könnte.

Zur Zeit scheint die Entsendung von eigentlichen Friedenstruppen nicht mehr zur Diskussion zu stehen.

7. Die Entwicklung der Krise seit dem Aufruf des Bundespräsidiums zum Waffenstillstand

7.1. Der Waffenstillstand

Am 6.8.1991 rief das Bundespräsidium alle Parteien zu einem Waffenstillstand auf. Seit der Inkraftsetzung sind jedoch bis zum 16. August 92 serbische Angriffe zu verzeichnen gewesen. Erstaunlicherweise werden zwischen Kroatien und Serbien dennoch Gefangene ausgetauscht. Es handelt sich hierbei anscheinend um das einzige Thema, über welches verhandelt werden kann.

Am 19.8. hat der kroatische Bundespräsident mit dem Rücktritt gedroht, falls die Bundesarmee weiterhin in Kämpfe zwischen Serben und Kroaten eingreifen sollte.

7.2. Das KSZE-Dringlichkeitstreffen

Am 8. und 9. August fand in Prag das zweite Dringlichkeitstreffen des KSZE-Ausschusses hoher Beamter statt. Dabei wurde beschlossen, die EG-Beobachtermision geographisch auszudehnen und Beobachter aus Nicht-KSZE-Staaten daran zu beteiligen. Das erweiterte Einsatzgebiet wurde jedoch nicht explizit auf Kroatien ausgedehnt. Das liesse zumindest theoretisch die Annahme zu, in die EG-Mission später einmal auch Bosnien-Herzegowina einzubeziehen (Bosnien-Herzegowina hat schon um die Ausweitung der EG-Mission

auf ihr Territorium nachgesucht), ja sogar Kosovo, das sich am 8.8., mit der Bitte an die EG gewandt hat, die Beobachtungsmission möge auch auf die ehemalige autonome Provinz ausgedehnt werden. Offensichtlich wird eine neue Gewaltwelle gegen die Kosovo-Albaner befürchtet.

Der KSZE-Ausschuss forderte die Bundesregierung sowie die sechs Republiksregierungen auf, bis am 15. August Gespräche über die politische Neuordnung Jugoslawiens zu beginnen. Nach letzten Meldungen könnte der Verhandlungsbeginn am 20.8. erfolgen.

7.3. Die politisch-militärische Organisation der Muslime

Sowohl im Kosovo als auch in der Vielvölker-Teilrepublik Bosnien-Herzegowina (cf. Anhang 1) versuchen die Muslime der serbischen Bedrohung durch eine politisch-militärische Organisation zu begegnen. Vor kurzem wurde in Sarajewo der "Rat zur nationalen Verteidigung der Muslime" gegründet, dessen Vorsitzender der Präsident Bosnien-Herzegowinas, Alija Izetbegovic ist. Im Kosovo hat die "Partei der demokratischen Aktion für das Kosovo" den "Verteidigungsstab der Muslime gegründet", der mit der bosnisch-herzegowinischen Organisation zusammenarbeiten wird.

Es ist allerdings fraglich, ob dieser Bewegung mehr als nur psychologische Wirkung zukommt. Die Kosovo-Albaner dürften kaum ein grosses Verteidigungspotential aufbringen können. Vorstellbar wäre jedoch ein Partisanenkrieg, falls weitere serbische Uebergriffe erfolgen sollten. Der Zusammenschluss zwischen kosovo-albanischen und bosnisch-herzegowinischen Muslimen wird zudem von vornherein durch das dazwischenliegende serbientreue Montenegro geographisch erschwert. Von Bosnien-Herzegowina aus ist dieser Zusammenschluss jedoch als deutliches Signal an Milosevic zu verstehen, der schon seit längerer Zeit versucht, diese Teilrepublik auf die Seite Serbiens zu ziehen.

Unabhängigkeit von Belgrad demonstrieren Kosovo und Bosnien-Herzegowina übrigens auch mit der am 13. bzw. 16. August er-

folgten Ankündigung von Volksabstimmungen über die künftigen Staatsformen ihrer Territorien.

8. Die serbischen Absichten

Die Lösung der jugoslawischen Krise gestaltet sich deshalb so schwierig, weil sich die Kämpfe für die serbischen Extremisten bis jetzt bezahlt gemacht haben. De facto haben sie der kroatischen Teilrepublik die zum "Autonomen serbischen Gebiet" erklärte Krajina entriessen.

Damit haben sie dem übersteigerten Nationalismus, dem einzigen politischen Gehalt der serbischen Führung Vorschub geleistet. Das Ziel von Milosevics Equipe ist die Errichtung eines gross-serbischen Staates, der jedoch wenig klare Konturen aufweist.

Eine politische Lösung dürfte nur gefunden werden können, wenn sich die verschiedenen serbischen Gruppierungen auf eine realistische Konzept einigen können. Eine klare politische Linie ist in Serbien jedoch vorderhand nicht auszumachen.

Die heterogene Opposition setzt zwar die "sozialistische" Regierung vermehrt unter Druck, fordert die Bildung einer Regierung der nationalen Einheit und den Rücktritt von Präsident Milosevic. Sie hat es aber bisher nicht geschafft, ein einziges oppositionelles Konzept zur Lösung der serbischen Frage vorzulegen. Mit der jetzigen Regierung ist die Opposition jedoch darin einig, dass man auf Slowenien verzichten könne und dass Kroatien den Staatsverband nicht mit den jetzigen Grenzen verlassen dürfe. Dann aber scheiden sich die Geister. Extremisten fordern einen gross-serbischen Staat von der Adria (Linie Virovitica-Karlovac-Karlobag) bis an die mazedonisch-griechische Grenze. Gemässigtere Kreise werfen allerdings ein, dass in einem solchen Gross-Serbien die Serben einen Bevölkerungsanteil von weniger als 50 % hätten.

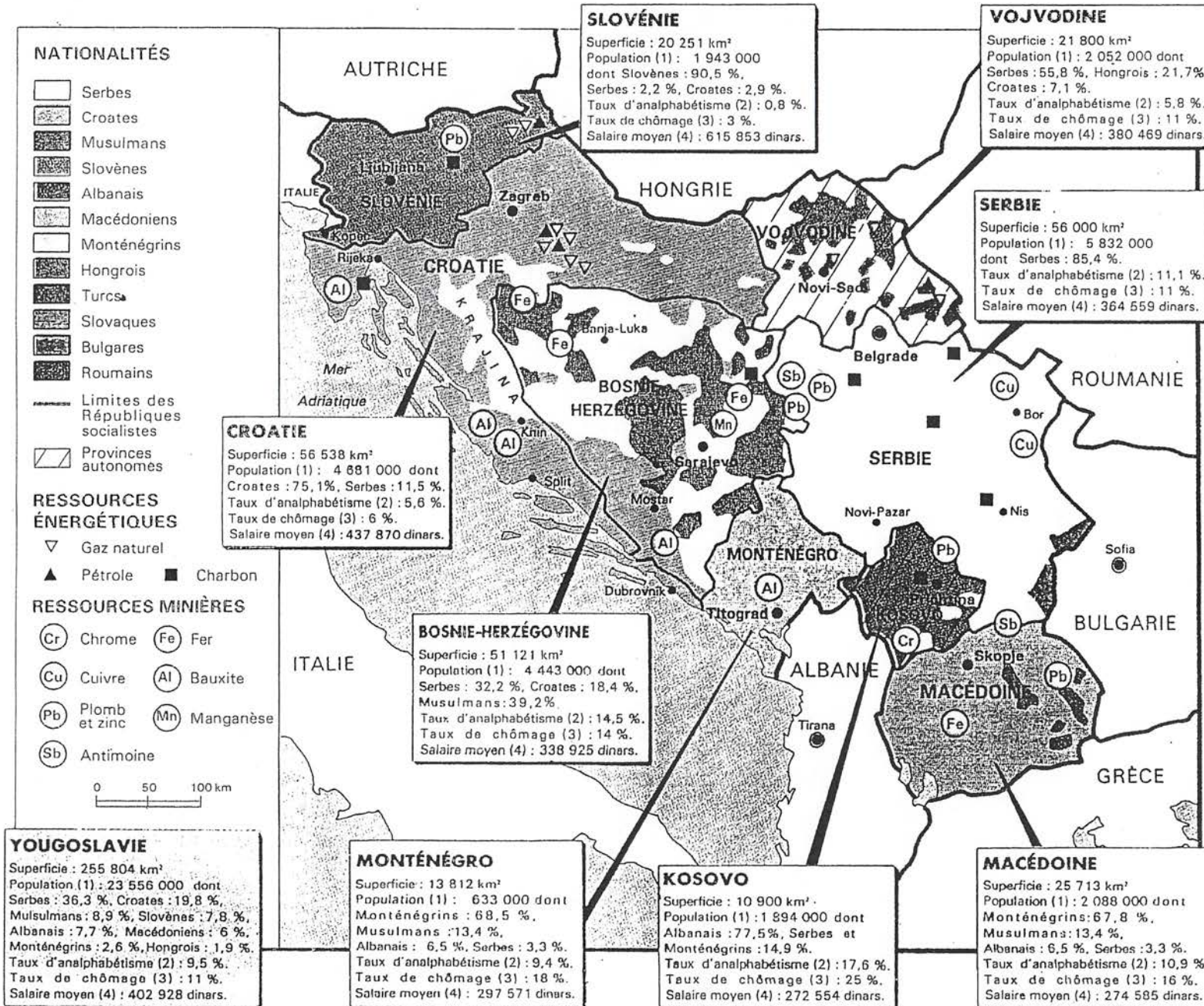
Der Führer der wichtigsten Oppositionsgruppierung, der serbischen Erneuerungsbewegung, Vuk Draskovic schlägt als Lösung eine Berichtigung der serbisch-kroatischen Grenze vor, so dass beide Seiten auf gewisse Gebiete verzichten und andere hinzu gewinnen würden.

Auf der Landkarte schiene dieser Lösungsvorschlag für Kroatien und Serbien noch einigermaßen machbar. Wenn aber einmal der kroatisch-serbische Konflikt in Verhandlungen gelöst sein sollte, ist damit zu rechnen, dass sich die Ansprüche des serbischen Nationalismus auf Bosnien-Herzegowina und Mazedonien ausdehnen werden, beides Teilrepubliken, die keineswegs unter serbischer Vorherrschaft leben wollen. Die vier Millionen Einwohner zählende Teilrepublik Bosnien-Herzegowina ist zudem selbst ein Vielvölkerstaat mit gerade 30 % Serben, 17 % Kroaten und 40 % Muslimen. Ebenso steht weiterhin die Frage der Kosovo-Albaner und der Ungarn in der Vojvodina an. Ungarn verfolgt die Ereignisse in der Vojvodina mit aufmerksamer Zurückhaltung. Albanien hat sich wiederholt besorgt zu den Ereignissen im Kosovo geäußert.

Solange die jetzige serbische Führung am Ruder ist, besteht wenig Hoffnung darauf, dass der serbische Nationalismus auf ein für die umliegenden Provinzen und Teilrepubliken erträgliches Mass zurückgeschraubt werden kann. Bis dies der Fall ist, ist die Aussicht auf eine dauerhafte Befriedung des Landes gering. Es besteht die Gefahr, dass, selbst wenn die EG-Beobachtermission in Kroatien wird für Ruhe sorgen können, weiter östlich neue Konflikte auftreten werden.

Entscheidend könnte möglicherweise die Wirtschaftslage werden. Das ganze Land ist dem wirtschaftlichen Zusammenbruch nahe. Für den Herbst werden rumänische Verhältnisse vorhergesagt. So ist bald mit grossem Mangel an Benzin, Heizöl, Medikamenten und Importgütern zu rechnen. Zunehmende Arbeitslosigkeit fördert die Gefahr von sozialen Unruhen. Eine zunehmende Belastung sind zudem die Flüchtlinge: 50'000 Serben sind bisher aus Kroatien ins serbische Mutterland geflohen (Kroatien zählt 30'000 Flüchtlinge).

Unter diesen Voraussetzungen ist es zweifelhaft, ob die jetzige Regierung Serbiens den nächsten Winter unbeschadet übersteht. Neue Inhalte der Republikspolitik sind dringend nötig. Diese können jedoch nur von einer neuen Führung kommen. Würde die alte Führungsmannschaft von ihrem nationalistischen Kurs abrücken, würde sie sich damit selbst desavouieren. Bemerkenswert ist das Aufkommen von Friedensdemonstrationen vor rund 14 Tagen, bis jetzt hauptsächlich in Bosnien-Herzegowina. Selbst in Belgrad machte sich die Opposition auf diese Weise bemerkbar. \



(1) Chiffres de 1990. (2) Au-dessus de dix ans (chiffres de 1981). (3) Chiffres de 1989. (4) Chiffres de 1988 (à cette date, 1 franc valait environ 230 dinars).

Philippe REKACEWICZ

L'inégal développement des six Républiques et des deux provinces autonomes.

Anhang 2

Diagramme 5 : Comparaison des PNB per capita (en dollars) dans les diverses républiques (1989)

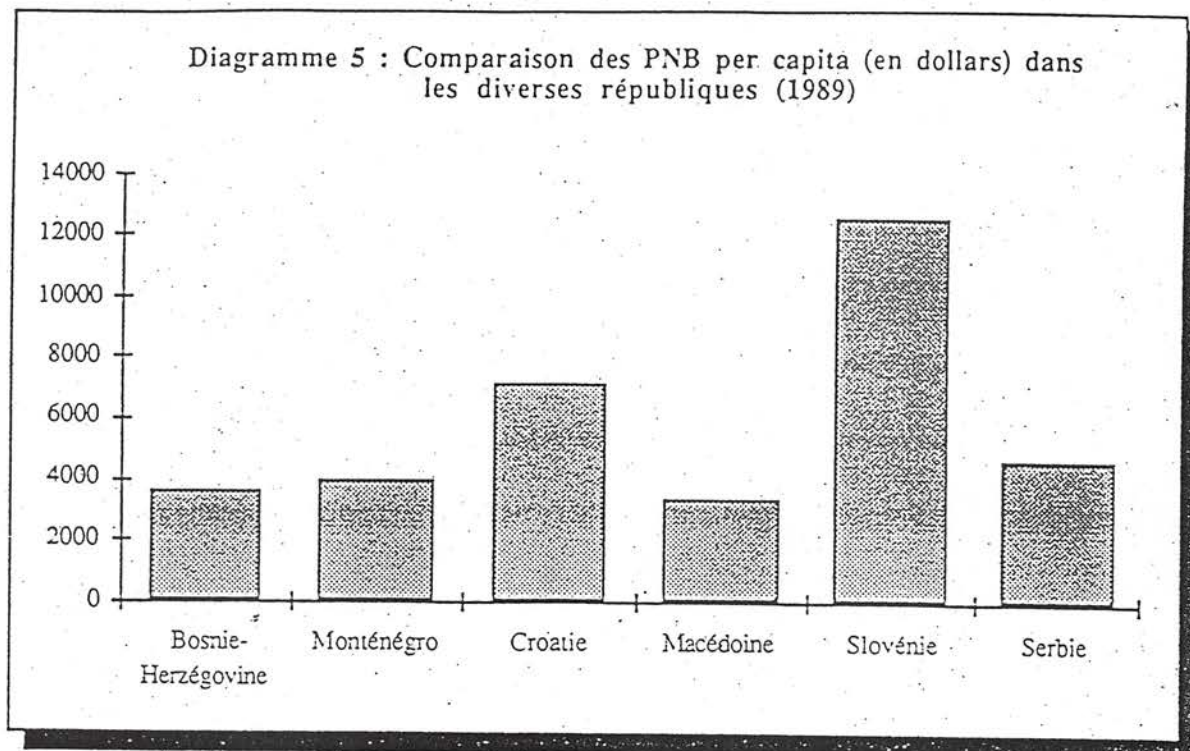
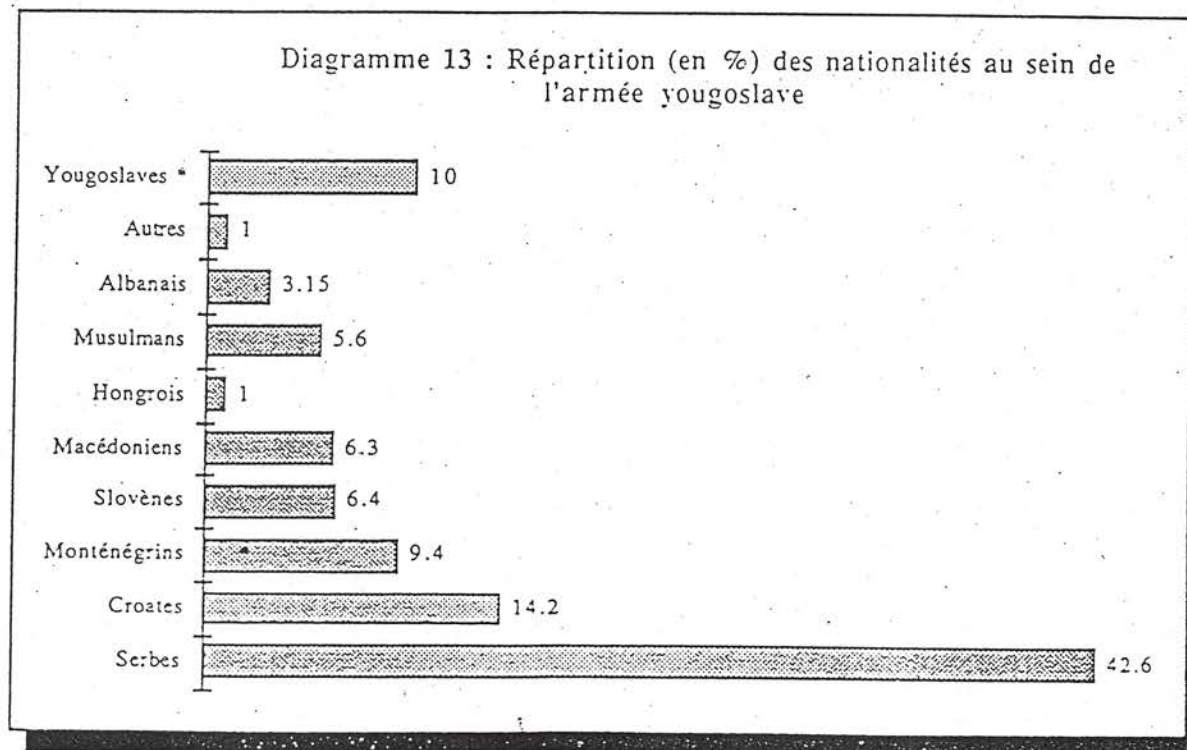


Diagramme 13 : Répartition (en %) des nationalités au sein de l'armée yougoslave



* Par Yougoslaves, il faut entendre ici les citoyens qui se déclarent "yougoslaves", sans préciser leur nationalité ou leur appartenance ethnique.

Anhang 2

E n t w u r ffür ein Postulat der AAK zur Jugoslawienkrise

1. Der Bundesrat wird eingeladen, die Initiative zu ergreifen, um in der Jugoslawienfrage zu neuen Lösungsmöglichkeiten zu kommen, wie beispielsweise
 - a) die Neutralen Oesterreich und Schweden einzuladen, gemeinsam mit der Schweiz eine Expertengruppe zu bilden mit dem Auftrag konkrete Lösungsmodelle für die Minderheiten- und Föderalismusprobleme zu erarbeiten,
 - b) das vom Parlament des Europarates gegründete europäische Institut für Demokratie mit einem entsprechenden Auftrag zu betrauen,
 - c) eine Jugoslawienkonferenz in die Schweiz einzuberufen.
2. Der Bundesrat wird ferner ersucht abzuklären, ob die Anerkennung der beiden Republiken Slowenien und Kroatien als selbständige Staaten durch die Schweiz nicht erfolgen sollte, sofern
 - diese beiden Republiken genügende Garantien für den Schutz von Minderheiten auf ihrem Gebiet leisten,
 - der Zentralstaat Jugoslawien die Diskriminierung und Bekriegung nichtserbischer Volksgruppen nicht einstellt und keine Bereitschaft für ein föderalistisches Staatssystem mit einem Bund souveräner Staaten bekundet.
3. Schliesslich wird der Bundesrat ersucht zu prüfen, ob die gesetzliche Regelung und praktische Bereitstellung einer schweizerischen UNO-Blauhelm-Friedenstruppe nicht rascher als beabsichtigt realisiert werden kann.
4. Das Büro des Nationalrates wird eingeladen zu prüfen, ob nicht eine kompetente jugoslawische Parlamentarierdelegation aus allen Republiken in die Schweiz eingeladen werden sollte, um zusammen mit Schweizer Parlamentariern und Fachleuten seminarmässig die Probleme nationaler Minderheiten und des föderalistischen Staatsaufbaues zu erörtern.

27. 8. 91

Projet

d'un Postulat de la CAE/CN relatif à la situation de crise en Yougoslavie

1. Le Conseil fédéral est invité à prendre l'initiative de parvenir, dans la question yougoslave, à de nouvelles possibilités de solution, telles que celles proposées par exemple ci-dessous:

- a) d'inviter les Etats neutres d'Autriche et de Suède à constituer en commun avec la Suisse un groupe d'experts chargé d'élaborer des modèles de solution concrets aux problèmes relatifs aux minorités et au fédéralisme,
- b) de confier à l'Institut pour la démocratie, fondé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, un mandat approprié,
- c) de convoquer en Suisse une Conférence sur la Yougoslavie.

2. Le Conseil fédéral est en outre requis d'examiner si la reconnaissance par la Suisse des deux républiques de Slovénie et de Croatie en tant qu'Etats indépendants ne devrait pas s'ensuivre pour autant que:

- ces deux républiques offrent suffisamment de garanties pour la protection des minorités dans leur région,
- l'Etat central de Yougoslavie ne discrimine pas ni ne fait la guerre aux autres peuples non serbes et ne se déclare pas prêt à adopter un système étatique fédéraliste dans une Confédération d'Etats souverains.

3. Enfin, le Conseil fédéral est requis d'examiner si la réglementation et la mise à disposition pratique d'un corps suisse de casques bleus de l'ONU pour la paix ne pourraient être réalisées plus tôt que prévu.

4. Le Bureau du Conseil national est invité à examiner si une délégation compétente de parlementaires yougoslaves de toutes les républiques ne devrait pas être invitée en Suisse pour participer à un séminaire dans lequel ils pourraient s'entretenir avec des parlementaires suisses et des experts sur les problèmes des minorités nationales et sur la construction d'un Etat fédéraliste.

27.8.1991

o.713-33 - RIA/BUG

BERN, DEN 16. AUGUST 1991

AKTENNOTIZSCHWEIZERISCHE ABRÜSTUNGSPOLITIK1. Hintergrund

Im Jahre 1139 verbot das Zweite Lateralkonzil die Armbrust. Seither hat es viele idealistische Abrüstungsversuche gegeben. Wie ehrlich sie auch gemeint waren, ihr Erfolg blieb meistens auf die Rhetorik beschränkt.

Hans Morgenthau, der klassische Realist, behauptete, dass eigentliche Abrüstung nur zustande kommt, wenn

- sie dem Schwächeren durch den Stärkeren aufgezwungen wird,
- alle Beteiligten aus finanziellen Gründen wenigstens ein vorläufiges Interesse haben,
- oder schliesslich die betreffenden Staaten im gegenseitigen Verhältnis auf den machtpolitischen Wettbewerb verzichten.

Alle drei Varianten sind auch heute noch anzutreffen. Der Irak steht für die erste, wobei zu hoffen ist, dass es diesmal zu einem besseren Ende kommt als auch schon. Budgetäre Schwierigkeiten sind häufig die Ursache, wenn wir in den letzten Jahren weltweit eine gewisse Verringerung der Rüstungsausgaben beobachten können. Neu und hoffnungsvoll ist die Tatsache, dass die dritte Variante an Gewicht zu gewinnen scheint.

Nach der Ueberwindung des Ost-West-Konfliktes sind in der Tat einige durchaus beachtliche Abrüstungsverträge gelungen:

- Ende 1987 verpflichteten sich die USA und die Sowjetunion zur vollständigen Vernichtung der Mittelstreckenraketen. 846 ameri-

kanische und 1'846 sowjetische Raketen mit einer Reichweite von 1'000 - 5'500 km sollten verschrottet werden. Das ist fristgerecht auf den 1. Juli 1991 erfolgt.

- Am 19.11.1990 unterzeichneten die 16 NATO-Staaten und die 6 Mitglieder des ehemaligen Warschauer Paktes in Paris den Vertrag über die konventionellen Streitkräfte in Europa (KSE). Dieser Vertrag wird für fünf schwere Waffenkategorien gleichmässig verteilte Höchstgrenzen bringen, nämlich je 20'000 Kampfpanzer, 30'000 Schützenpanzer, 20'000 Artilleriesysteme, 2'000 Kampfhelikopter und 6'800 Kampfflugzeuge auf beiden Seiten des Vertragsgebietes. Die NATO-Mitglieder werden 7'000, jene des früheren Warschauer Paktes 27'000 solcher Waffen zu vernichten haben. Fast 45'000 Geräte müssen aus dem Vertragsgebiet entfernt werden.
- Der am 31. Juli 1991 in Moskau unterzeichnete START-Vertrag wird zum ersten Mal die strategischen Nukleararsenale der beiden Supermächte nachprüfbar um etwa 30 % verringern. Das Abkommen enthält Massnahmen zur Stabilisierung des Gleichgewichtes und wird die Modernisierung der bestehenden Waffensysteme gewissen Einschränkungen unterwerfen.

Neben diesen drei Erfolgen wird zur Zeit in Genf mit grossem Einsatz über ein weltweites Verbot der chemischen Waffen verhandelt. Im vergangenen Mai unterbreitete der amerikanische Präsident neue Vorschläge, worauf die Arbeiten stark beschleunigt worden sind. Es herrscht allgemeine Zuversicht, dass auch diese sich über Jahrzehnte hinschleppende Verhandlung innert Jahresfrist erfolgreich abgeschlossen werden kann.

Gegenwärtig haben wir somit ein Abrüstungsklima, wie wir es selten vorher erlebt haben. Es gibt gute Gründe für die Annahme, dass die Konjunktur weiterhin günstig bleibt. Leider fehlen aber am Horizont nicht jene trüben Wolken, die uns vor der Illusion warnen, Kant's ewiger Friede sei bereits angebrochen.

Auch wenn alle ausgehandelten Verträge einmal umgesetzt sind, wird Europa immer noch die am stärksten bewaffnete Region der Welt bleiben. Das Verschwinden des ideologischen Antagonismus hat in dieser Region bei weitem nicht alle Probleme gelöst. In der Sowjetunion, nach wie vor eine militärische Supermacht, gibt die interne Entwicklung zu Sorgen Anlass. Die ehemaligen Satelliten in Zentral- und Osteuropa sind nach der Auflösung des Warschauer Paktes zu sicherheitspolitischen Waisen geworden. Mehrere dieser Länder müssen ähnliche Schwierigkeiten befürchten, wie sie zur Zeit in Jugoslawien auf dramatische Weise ausgetragen werden.

Keineswegs besser ist die Lage im südlichen Teil der Welt. Das Stockholmer Friedensinstitut hat im vergangenen Jahr 30 bewaffnete Konflikte gezählt, von denen mit einer einzigen Ausnahme alle in der Dritten Welt stattgefunden haben. Verschuldete Entwicklungsländer wenden oft enorme Summen für Rüstungszwecke auf. Fieberhaft wird in krisengeplagten Zonen nach neuen Kriegstechnologien und Massenvernichtungswaffen gesucht. Dass es dabei auch für uns zu gefährlichen Auswirkungen kommen kann, hat erst kürzlich die Golfkrise bewiesen.

2. Grundsätze

Nach diesen wenigen Streiflichtern auf den Hintergrund komme ich zur Frage, wie sich die Schweiz gegenüber der Abrüstung verhält. Was war unsere bisherige Politik? Muss diese angesichts der neuen Verhältnisse angepasst werden?

Unsere Haltung in der Vergangenheit hat sich durch grosse Konstanz ausgezeichnet, die auf den folgenden Elementen beruhte:

- Als neutraler Kleinstaat fühlten wir uns nicht unbedingt aufgerufen, bei der Abrüstung als erster voranzugehen. Die ständige und bewaffnete Neutralität ist insofern eine Vorleistung, weil sie die Garantie enthält, dass es von uns aus nie zu einem Angriffskrieg kommt.

- Wir haben immer auch deutlich gesagt, dass Abrüstung nur sinnvoll ist, wenn sie für alle gleiche oder grössere Sicherheit auf niedrigerem Rüstungsniveau bringt. Mit anderen Worten muss es sich um Massnahmen handeln, die gleichmässig verteilt, militärisch wirksam und effektiv überprüfbar sind.
- In unseren Augen war drittens der Rüstungswettlauf immer mehr eine Folge, als die Ursache internationaler Spannungen. Selbst in einer völlig abgerüsteten Welt wird es weiterhin Konflikte geben. Deshalb bemühten wir uns unablässig, die Methoden der friedlichen Streitbeilegung international auszubauen. Wir taten das in der Ueberzeugung, dass militärische Mittel nur in dem Masse überflüssig werden, als Macht durch Recht ersetzt wird.
- Angesichts der Komplexität der Materie haben wir uns auch nie zu spektakulären Initiativen oder rein verbalen Erklärungen verleiten lassen. Anstelle einer publikumshungrigen Geschäftigkeit zogen wir den stillen Einsatz hinter den Kulissen vor. Wir waren stets bereit, Abrüstungsverhandlungen unsere guten Dienste anzubieten. Sowohl im multilateralen als auch im bilateralen Bereich haben zahlreiche Verhandlungen in Genf stattgefunden. Wir hielten uns auch immer für andere Unterstützungsmassnahmen zur Verfügung.
- Schliesslich hat die Schweiz jede Gelegenheit benützt, um an das humanitäre Kriegsrecht zu erinnern und sich für dessen Einhaltung und Weiterentwicklung einzusetzen. Auch wenn das mit Abrüstung direkt nichts zu tun hat, bleibt das humanitäre Kriegsrecht in einer konfliktgeplagten Welt weiterhin aktuell. Es hat sich erwiesenermassen auch mässigend auf den Einsatz von Waffen ausgewirkt.

Diese Prinzipien sind manchmal als zu vorsichtig kritisiert worden. Sie haben uns aber nicht daran gehindert, alle multilateralen Abrüstungsverträge der Nachkriegszeit, die uns offen-

standen, zu ratifizieren. Die Staaten, die von sich das Gleiche behaupten können, sind leider nicht sehr zahlreich. Bei den von uns ratifizierten Verträgen handelt es sich um:

- den Antarktis-Vertrag (1.12.1959¹⁾/15.11.1990²⁾)
- den Atomteststopp-Vertrag (5.8.1963/16.1.1964)
- den Weltraum-Vertrag (27.1.1967/18.12.1969)
- den Atomwaffensperr-Vertrag (1.7.1968/9.3.1977)
- den Meeresboden-Vertrag (11.2.1971/4.5.1976)
- das Bio- und Toxinwaffenübereinkommen (10.7.1972/4.5.1976)
- die Konvention über das Verbot der Umweltkriegsführung (18.5.1977/5.8.1988)
- das UN-Uebereinkommen über konventionelle Waffen, die übermässige Leiden verursachen oder unterschiedslos wirken (10.10.1980/20.8.1982)

Niemand wird bestreiten, dass mehrere dieser Verträge sicherheitspolitisch von geringer Bedeutung sind. Der Vorwurf kann aber nicht spezifisch an die Schweiz gerichtet werden. Die multilateralen Abrüstungsabkommen der Nachkriegszeit wurden fast alle in der Genfer Abrüstungskonferenz ausgehandelt.³⁾ Die Schweiz gehört diesem Gremium, das mit dem international üblichen Konsens arbeitet, nicht an. Erst seit Beginn der 80-er Jahre sind wir als ständiger Beobachter zugelassen.

1 Datum des Vertragsabschlusses

2 Ratifikation durch die Schweiz

3 Die Genfer Abrüstungskonferenz steht formell ausserhalb des UNO-Systems, ist aber aus ihm hervorgegangen, so dass sie noch heute der Generalversammlung in New York ihre Verhandlungsergebnisse unterbreitet. Kurz nach der Gründung der Vereinten Nationen wurden zwei Abrüstungsausschüsse für konventionelle und nukleare Waffen gebildet. 1952 legte man die beiden Ausschüsse in eine einzige Kommission zusammen, der nur die Mitglieder des Sicherheitsrates und Kanada angehörten. Wegen dem westlichen Uebergewicht machte die Sowjetunion Schwierigkeiten, weshalb ein Unterausschuss der fünf ständigen Mitglieder des Sicherheitsrates eingesetzt wurde. 1960 erweiterte man das Gremium zunächst auf 10, später auf 18 Staaten. Dieses nahm 1962 seine Arbeiten in Genf auf. 1969 kamen 8 weitere Staaten hinzu, bald darauf bürgerte sich die Kurzbezeichnung "Genfer Abrüstungskonferenz" ein, die in den folgenden Jahren durch Kooptation progressiv auf 40 Mitglieder erhöht worden ist. Seit dem Verschwinden der DDR zählt die Konferenz 39 Mitglieder, wobei man bestrebt ist, das Gleichgewicht zwischen den grossen Regionen der Welt zu respektieren.

Wie bereits gesagt, hat sich in letzter Zeit die Abrüstungsszene verändert. Sowohl weltweit, als auch regional und bilateral ist Bewegung in die Fronten gekommen. Was bedeutet das für die Schweiz? Müssen wir als Folge davon unsere Politik anpassen?

Zweifellos sind wir heute mit einer neuen Phase konfrontiert. Das heisst aber noch nicht, dass wir alle unsere Prinzipien über Bord werfen müssen. Im Gegenteil, wenn ich etwa an die friedliche Streitbeilegung denke, stehen wir mit diesem hartnäckig verteidigten Postulat nicht mehr so allein wie auch schon.

Tatsache ist, dass im Vergleich zur Vergangenheit mehr wirkliche Abrüstung als nur blosser Rüstungskontrolle betrieben wird. Das bedeutet notwendigerweise, dass auch wir viel direkter gefordert werden. Insbesondere in den folgenden drei Bereichen ist das bereits der Fall oder steht unmittelbar vor der Tür:

- Auf der Ebene der KSZE wird nach Helsinki eine weitere Runde von Abrüstungsverhandlungen beginnen, an der diesmal auch die Neutralen und Nichtgebundenen beteiligt sein werden. Erste Sondierungen über das Mandat sind im Gange. Vorstellbar ist, dass die Bestimmungen des KSE-I-Vertrages weiter verstärkt oder auf neue Waffensysteme ausgedehnt werden. Denkbar sind ebenfalls gemeinsame Vorschriften zur Ueberwachung der Waffenexporte. So wie es heute aussieht, werden an diesen Verhandlungen mit grosser Wahrscheinlichkeit nicht nur die quantitativen, sondern auch die qualitativen Elemente der Sicherheit eine grosse Rolle spielen. Im Sicherheitsbericht vom vergangenen Oktober hat der Bundesrat die klare Absicht geäussert, dass wir uns am Aufbau einer tragfähigen europäischen Sicherheitsordnung aktiv beteiligen wollen.
- Auf weltweiter Ebene stehen zur Zeit die Verhandlungen in Genf über ein allgemeines Verbot der chemischen Waffen im Vordergrund. Wir verfolgen diese Verhandlungen im Rahmen unseres Beobachterstatutes sehr aktiv. Dank dem AC-Labor in Spiez und

einer hervorragenden Zusammenarbeit mit der Privatindustrie können wir erhebliche Expertise zur Verfügung stellen. Vor einem Jahr haben wir in der Munitionsfabrik Altdorf eine Probeinspektion durchgeführt, die als Beitrag zur Erarbeitung des Verifikationsregimes sehr geschätzt wurde. Um das schweizerische Interesse zu unterstreichen, hat der Bundesrat anfangs dieses Jahres unseren Beobachter bei der Konferenz in den Rang eines Botschafters erhoben. Im vergangenen März unterbreiteten wir die Kandidatur für die Vollmitgliedschaft. Die Frage der Erweiterung ist nach dem Ausscheiden der DDR aktuell geworden, dürfte aber erst nach dem Abschluss der C-Waffen-Verhandlungen diskutiert werden. Zunächst überwiegt jetzt das Interesse, dieses Thema möglichst rasch vom Tisch zu bringen. Danach ist zu erwarten, dass nicht nur die Mitgliedschaft, sondern auch der Aufgabenkreis der Konferenz neu überdacht werden. Neben der Schweiz sind noch 16 andere Länder Kandidaten, die wohl nicht alle berücksichtigt werden können. Für uns ist das ein Ansporn, in den C-Waffen-Verhandlungen unsere Zuverlässigkeit und Kompetenz unter Beweis zu stellen. Wir tun das vor allem im Interesse der Sache, stand die Schweiz doch schon 1925 hinter einer Initiative, die zum Genfer Protokoll über den Einsatz chemischer und biologischer Waffen geführt hat. Mit der neuen Konvention soll nicht nur der Einsatz, sondern auch die Entwicklung, Herstellung und Lagerung von chemischen Waffen unter Verbot gestellt werden. Unsere Armee hat nie über solche Waffen verfügt. Die chemische Industrie der Schweiz gehört zu den führenden der Welt. Für sie wird das absehbare Verifikationssystem erhebliche Auswirkungen bringen. Umso erfreulicher ist es, dass unsere Industrie voll hinter dem Vorhaben steht und sich an dessen Verwirklichung sehr aktiv beteiligt.

- Einen dritten Schwerpunkt bildet der Kampf gegen die Proliferation. Es handelt sich dabei um ein altes Thema, das jedoch durch den Golfkrieg einmal mehr zu trauriger Aktualität gekommen ist. Im Vordergrund steht die Nichtverbreitung von Massenvernichtungswaffen, wobei aber gerade der Golfkrieg das Be-

wusstsein gestärkt hat, dass auch den konventionellen Waffen mehr Beachtung geschenkt werden muss. Wie für viele Abrüstungsdienste der Welt gehört die Eindämmung der Proliferation auch für die Schweiz zum mühsamen Tagesgeschäft, das unter dem Damoklesschwert der Frustration immer wieder neuen Einsatz, aber auch grosses Fingerspitzengefühl verlangt. Ich möchte deshalb abschliessend noch auf einige Probleme aus diesem Bereich eingehen.

3. Anwendungsfälle

Das wichtigste Nonproliferationsregime der Nachkriegszeit ist der 1968 unterzeichnete Atomwaffensperr-Vertrag. Dessen Gültigkeit läuft 1995 aus, weshalb wir uns nächstens mit der Frage der Verlängerung beschäftigen müssen. Im Vorfeld dieser nicht einfachen Diskussion sind gegenwärtig einige positive Ereignisse zu verzeichnen:

- Am 10. Juli 1991 ist Südafrika dem Vertrag beigetreten, nachdem kurz vorher Frankreich die gleiche Absicht geäussert hat. Vor wenigen Tagen hat auch China die Bereitschaft zur Unterzeichnung angekündigt. Das nicht sehr durchsichtige Nordkorea, das seit 1985 Vertragspartei ist, scheint nun gewillt zu sein mit der IAEA das vorgeschriebene Kontrollabkommen abzuschliessen. Zwei weitere Schwellenländer, Brasilien und Argentinien, haben kürzlich in einer gemeinsamen Erklärung auf die militärische Nuklearforschung verzichtet.
- Mit dem INF- und dem START-Abkommen werden in den beiden grössten Nuklearmächten der Welt zum ersten Mal die Atomwaffenbestände effektiv abgerüstet. Damit sind die USA und die Sowjetunion wenigstens teilweise einem Versprechen nachgekommen, das sie bereits 1968 bei der Unterzeichnung des Atomwaffensperr-Vertrages abgegeben haben. An der letzten Ueberprüfungskonferenz war auch eine gewisse Aufweichung der Positionen bezüglich eines allgemeinen Teststopp-Abkommens festzustellen.

Auf der Schattenseite dieser erfreulichen Entwicklungen müssen wir aber nach wie vor mit der Tatsache leben, dass mehr oder minder heimliche Schwellenländer dem Atomsperr-Vertrag fernbleiben. Das gilt vor allem für Israel, Pakistan und Indien. China's laxer Exportpolitik der letzten Jahre war umso bedenklicher, als auch Länder wie Algerien, Libyen und Iran nicht sehr eindeutige Projekte verfolgen. Die Proliferation hat eine Süd-Komponente erhalten, die uns in nächster Zeit noch stark beschäftigen wird.

Einen schweren Schaden ist dem internationalen Kontrollregime auch durch den Irak zugefügt worden. Der Irak gehört zwar seit 1969 dem Atomsperr-Vertrag an und hat auch mit der IAEA ein reguläres Kontrollabkommen. Trotzdem ist es ihm gelungen, heimlich an einem Kernwaffenprogramm zu arbeiten, wobei er sich nicht zuletzt auf eigene Natururanvorräte stützen konnte. Aus den enttäuschenden Erfahrungen mit dem Irak ist der Schluss zu ziehen, dass die internationalen Kontrollen erheblich verstärkt werden müssen, was auch finanzielle Folgen haben wird.

Wie andere Staaten hat die Schweiz die ungleichen Rechte und Pflichten des Atomwaffensperr-Vertrages nie mit grossem Enthusiasmus betrachtet. Als wir aber den Vertrag einmal ratifiziert hatten, sind wir immer sehr konsequent zum Regime der Nichtverbreitung gestanden. Das Zangger Komitee, das die zu kontrollierenden Güter definiert, hat nicht umsonst den Namen eines früheren Schweizer Delegierten. Wir waren auch von Anfang an beim Londoner-Club dabei, der für Nichtvertragsstaaten strenge Lieferbedingungen festlegt. Der Kampf gegen die Verbreitung von Atomwaffen wird auch in Zukunft weitergeführt werden müssen. In diesem Sinne ist vor allem nach Mitteln und Wegen zu suchen, um die notwendige Universalität des Abkommens zu vervollständigen.

Dass die Proliferation der Massenvernichtungswaffen ineinander übergreift, beweisen die chemischen Waffen. Diese sind in den letzten Jahren häufig als Atombombe des armen Mannes bezeichnet

worden. Ihre Verbreitung hat insbesondere im Mittleren Nahosten ein bedenkliches Ausmass angenommen. Nicht nur der Irak, sondern auch der Iran, Syrien, Aegypten, Israel und Libyen dürften alle über ein einsatzfähiges Arsenal verfügen. Das Gleiche gilt in Asien für China, während Länder wie Pakistan, Indien, die beiden Koreas, Taiwan und Vietnam zu mindest aktiv entsprechende Vorbereitungen treffen.

Bei den chemischen Waffen gibt es vorläufig kein völkerrechtliches Kontrollregime, umso dringender ist es, die Genfer Verhandlungen möglichst rasch zu beendigen. Seit 1985 sind aber die 20 wichtigsten Industrieländer in der sogenannten Australien-Gruppe vereinigt, um gemeinsame Exportkontrollen für chemische Vorläufersubstanzen abzusprechen. Die Schweiz macht in dieser Gruppe seit Anfang an mit. Wir kontrollieren zur Zeit 17 Substanzen, werden diese Liste aber Ende Jahr gemäss Absprache in der Australien-Gruppe auf 50 erweitern. Gegenwärtig ist die Gruppe bestrebt, auch für den Export von Anlagen, Ausrüstungen und Technologie gemeinsame Kontrollregeln zu erarbeiten.

Bei den biologischen Waffen ist die Situation insofern verschieden, als es seit 1972 ein Abkommen gibt, das über das Genfer Protokoll hinausgeht, weil es neben dem Einsatz auch die Entwicklung, Herstellung und Lagerung solcher Waffen verbietet. Obwohl mehr als 115 Staaten, darunter alle Grossmächte, das Abkommen ratifiziert haben, wird auch hier rege im Trüben gefischt. In der Regel handelt es sich um die gleichen Länder, die bei den chemischen Waffen aktiv sind. Mit der Entwicklung der Biotechnologie sind biologische Waffen nicht nur billiger und einfacher, sondern auch militärisch interessanter geworden, selbst wenn ihre Nützlichkeit vorwiegend auf terroristische Effekte beschränkt bleibt.

Im kommenden Herbst wird in Genf die dritte Ueberprüfungskonferenz der B-Waffen-Konvention stattfinden. Da das Abkommen über keinen Verifikationsmechanismus verfügt, werden wir uns dafür

einsetzen, dass wenigstens die Machbarkeit eines solchen Systemes untersucht wird. Gleichzeitig möchten wir die vertrauensbildenden Massnahmen, die seit 1987 bestehen, aber nur spärlich beobachtet werden, mit grösserer Wirksamkeit versehen. In der Zwischenzeit gilt es, die Kontrolle über B-Waffen und deren Ausrüstungsgüter im Rahmen der Australien-Gruppe zu verstärken.

Im sumpfigen Gelände der Proliferation ist stets auch moderne Raketentechnologie anzutreffen. Von 12 Drittweltländern, die darüber erwiesenermassen verfügen, befinden sich allein 9 im Mittleren Osten. Bis vor kurzem war die Sowjetunion Hauptlieferant. Sie ist in letzter Zeit von China und Nordkorea abgelöst worden. Mehrere Drittweltländer haben übrigens auf diesem Gebiet eine recht weitgehende Autonomie erreicht.

Exportkontrollen für Raketen wurden 1987 auf dem Wirtschaftsgipfel der Sieben Grossen eingeführt. Dem sogenannten "Missile Technology Control Regime" (MTCR) sind inzwischen 8 weitere Staaten beigetreten. Informell macht seit kurzem auch die Sowjetunion mit. In der Schweiz kontrollieren wir über 80 % der vom Regime erfassten Güter. Sobald wir für den Rest eine interne Gesetzesgrundlage haben, wird unserer Vollmitgliedschaft nichts mehr im Wege stehen.

Damit noch ein abschliessendes Wort zu den konventionellen Waffen. In der Folge des Golfkrieges haben bekanntlich die USA und Frankreich eine Initiative ergriffen, die nicht nur Massenvernichtungswaffen, sondern auch konventionelle Waffen erfasst. Obwohl die Region des Mittleren Ostens im Vordergrund steht, werden ebenfalls globale Ziele verfolgt. Vorläufig machen nur die fünf ständigen Mitglieder des Sicherheitsrates mit, die für 85 % des weltweiten Waffenexportes verantwortlich sind. Es ist aber vorgesehen, den Kreis später zu erweitern.

Wir werden von einzelnen Teilnehmern über den Fortgang dieser Gespräche regelmässig informiert. Falls es gelingt, neben der

Sowjetunion auch China in die internationalen Kontrollregime einzubetten, wäre damit schon sehr viel gewonnen. Bei den konventionellen Waffen sind die Formulierungen einstweilen noch recht vorsichtig. Man spricht von Regeln der Mässigung, verstärkter Transparenz und gegenseitiger Information sowie Konsultationen.

Auf der Grundlage zweier Postulate Ihres Rates hat der Bundesrat soeben eine Revision des Kriegsmaterialgesetzes eingeleitet. Wir werden folglich bei dieser Gelegenheit auch der internationalen Entwicklung Rechnung tragen können.

Was wir dringend brauchen, ist eine Gesetzesgrundlage, um den Export von sogenannten "dual-use"-Gütern, die sowohl in der zivilen als auch in der militärischen Produktion Verwendung finden, besser überwachen zu können. Hier muss der Bundesrat einstweilen seine Massnahmen auf den Verfassungsartikel 102.8 stützen. Dieses Verfahren ist zu kompliziert, um bei der heutigen Dichte der Fälle auszukommen. Deshalb wird Ihnen der Bundesrat nächstens eine spezifische Gesetzesgrundlage unterbreiten. In der Zwischenzeit bleibt nichts anderes übrig, uns auf dem Wege einer Notverordnung eine bessere Handlungsgrundlage zu geben.

Der Kampf gegen die Proliferation ist das mühsame Handwerk der Feuerwehr. Die Bemühungen um gegenseitig vereinbarte Abrüstung sind insofern dankbarer, weil sie auf präventiven Bandschutz hoffen lassen. In beiden Fällen ist dauerhafter Erfolg aber nur möglich, wenn gleichzeitig eine umfassende Sicherheitspolitik betrieben wird, wie es Ihnen der Bundesrat in seinem kürzlichen Bericht zu diesem Thema dargelegt hat.

POLITISCHE ABTEILUNG III
Dienst für Abrüstungspolitik
und Nuklearfragen

A. Ritz

Armin Ritz

Pressemitteilung

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates tagte am 27. August 1991 in Bern unter dem Vorsitz von Nationalrat Bundi (S/GR) und im Beisein von Bundesrat Felber.

Im Mittelpunkt der Sitzung stand eine Orientierung und eine Diskussion über die Lage in der Sowjetunion sowie über die Frage der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen mit den baltischen Staaten durch die Schweiz. Die einstimmige Kommission sprach sich für eine unverzögliche Wiederaufnahme dieser Beziehungen und für gezielte Hilfeleistungen an diese Länder aus.

Im Zusammenhang mit der Lage in der Sowjetunion stellte sich auch die Frage der Hilfe an dieses Land. Die Kommission ist der Ansicht, dass eine solche Hilfe vorläufig auf die nicht-investitionsorientierten Bereiche und auf eine allfällige humanitäre Hilfe beschränkt werden sollte. Hingegen ist die Kommission der Meinung, dass die Hilfe an die übrigen ost-europäischen Länder fortgeführt und erweitert werden sollte, um die demokratischen Kräfte zu stärken.

Ebenfalls zur Diskussion stand die Lage in Jugoslawien. Die Kommission bat den Bundesrat, folgende Initiativen zu ergreifen, um in der Jugoslawienfrage zu neuen Lösungsmöglichkeiten zu kommen:

1. Die Neutralen Oesterreich und Schweden einzuladen, gemeinsam mit der Schweiz eine Expertengruppe zu bilden mit dem Auftrag konkrete Lösungsmodelle für die Minderheiten- und Föderalismusprobleme zu erarbeiten.
2. Das von der Parlamentarischen Versammlung des Europarates gegründete Institut für Demokratie mit einem entsprechenden Auftrag zu betrauen.
3. Der Bundesrat wurde ferner ersucht abzuklären, ob die Anerkennung der beiden Republiken Slowenien und Kroatien als selbständige Staaten durch die Schweiz nicht erfolgen sollte, sofern
 - diese beiden Republiken genügende Garantien für den Schutz von Minderheiten auf ihrem Gebiete leisten,
 - der Zentralstaat Jugoslawien die Diskriminierung und Bekriegung nichtserbischer Volksgruppen nicht einstellt und keine Bereitschaft für ein föderalistisches Staatssystem mit einem Bund souveräner Staaten bekundet.
4. Der Bundesrat wurde ebenfalls ersucht zu prüfen, ob die gesetzliche Regelung und praktische Bereitstellung einer schweizerischen UNO-Blauhelm-Friedenstruppe nicht rascher als berücksichtigt realisiert werden kann.

Die Kommission wird ferner das Büro des Nationalrates zur Prüfung der Frage einladen, ob nicht eine kompetente jugoslawische Parlamentarierdelegation aus allen Republiken in die Schweiz eingeladen werden sollte, um zusammen mit Schweizer Parlamentariern und

Bitte wenden

Fachleuten seminarmässig die Probleme nationaler Minderheiten und des föderalistischen Staatsaufbaues zu erörtern.

Die Kommission liess sich ebenfalls über den Stand der Verhandlungen zur Errichtung eines Europäischen Wirtschaftsraumes orientieren und schloss ihre Sitzung mit einer Orientierung über die Massnahmen und Anstrengungen der Schweiz im Bereich der Abrüstungspolitik sowie über die Ausbildung von Experten im Bereich der Sicherheitspolitik ab.

3003 Bern, den 27.8.1991

Parlamentsdienste
Fachdienst II

Communiqué de presse

La Commission des affaires étrangères du Conseil national s'est réunie le 27 août 1991 à Berne sous la présidence de M. le Conseiller national Bundi (S/GR) et en présence de M. le Conseiller fédéral Felber.

Au centre des discussions eurent lieu une information et une discussion sur la situation en Union soviétique de même que sur la question de la reprise par la Suisse des relations diplomatiques avec les Etats baltes. La commission s'est prononcée à l'unanimité en faveur d'une reprise immédiate de ces relations et d'une aide ciblée à ces pays.

La question de l'aide à l'Union soviétique s'est également posée au regard de la situation actuelle de ce pays. La commission est d'avis qu'une telle aide doit être limitée pour le moment à des domaines qui ne nécessitent pas des investissements et à une aide humanitaire éventuelle. En revanche, la commission estime que l'aide apportée aux autres pays de l'Europe de l'Est doit être poursuivie et élargie afin de renforcer les forces démocratiques.

Une discussion eut lieu également sur la situation en Yougoslavie. La commission pria le Conseil fédéral de prendre les initiatives suivantes pour parvenir à de nouvelles possibilités de solutions dans la question yougoslave:

1. inviter les Etats neutres d'Autriche et de Suède à constituer en commun avec la Suisse un groupe d'experts chargé d'élaborer des modèles de solution concrets aux problèmes relatifs aux minorités et au fédéralisme;

2. confier à l'Institut pour la démocratie, fondé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, un mandat approprié.

3. Le Conseil fédéral a été en outre requis de clarifier si la reconnaissance par la Suisse des deux républiques de Slovénie et de Croatie en tant qu'Etats indépendants ne devrait pas s'ensuivre pour autant que:

- ces deux républiques offrent suffisamment de garanties pour la protection des minorités dans leur région,

- l'Etat central de Yougoslavie ne cesse pas la discrimination et les hostilités à l'encontre des peuples non serbes et ne se déclare pas prêt à adopter un système étatique fédéraliste dans une Confédération d'Etats souverains.

4. Le Conseil fédéral a été également requis d'examiner si la réglementation et la mise à disposition pratique d'un corps suisse de casques bleus de l'ONU pour la paix ne pourraient être réalisées plus tôt que prévu.

(voir suite au verso)

La commission va inviter en outre le Bureau du Conseil national à examiner si une délégation compétente de parlementaires yougoslaves de toutes les républiques ne devrait pas être invitée en Suisse pour participer à un séminaire dans lequel ils pourraient s'entretenir avec des parlementaires suisses et des experts sur les problèmes des minorités nationales et sur la construction d'un Etat fédéraliste.

La commission a été également informée sur l'état des négociations EEE et elle a conclu la séance avec une information sur les mesures et efforts de la Suisse en matière de la politique du désarmement et sur la formation des experts dans le domaine de la politique de sécurité.

3003 Berne, le 27.8.1991

Services du Parlement
Service de commission II

Verteiler

Datum: 9.9.91	
✓	Sauvant
✓	Robert
✓	Huber
✓	DZ
✓	Komm. NR
✓	Komm. SR <i>Maroni</i>
✓	Frakt. R / V
	Sekr.
✓	Ch. / mz.
✓	Amtl. Bulletin
	Finanzkomm.

